

se restera en possession du Quartier de Guel-dre, qui lui a été cédé par le Traité d'Utrecht.

Du côté de l'Italie, toutes choses y demeureront dans l'état où elles sont. L'Empereur pourra exercer la justice dans les Fiefs qui dépendent de l'Empire, & en faire exécuter juridiquement les Décrets, suivant les Constitutions de l'Empire. Ceux qui jouissent de quelques Fiefs en ce Pais-là en demeureront en possession, & S. M. Impériale aura égard aux prétentions des Ducs de Guastalla & de la Mirandole, après avoir reconnu leurs Droits suivant les regles de la justice.

La Sardaigne restera à l'Empereur en pure propriété. S. M. Impériale ne reconnoît point le Royaume de Sicile, ni celui d'Espagne; & il n'est point fait mention des Catalans ni de l'Isle de Majorque, la Guerre contre l'Espagne continuant toujours. On ne fait aussi aucune mention de l'Angleterre dans ce Traité.

Il y aura un Congrès général en Suisse, pour mettre la dernière main au Traité avec l'Empire. Cependant, l'Empereur s'engage de faire ratifier à l'Empire le Traité de Rastat, dont les Ratifications devront y être échangées dans 6. semaines, du jour de la signature, &c.

M. le Begue, Envoyé Extraordinaire du Duc de Lorraine, ayant pris congé de L. H. P. par un Memoire, partit de La Haye le 17. de ce mois.

F I N.

# MERCURE HISTORIQUE ET POLITIQUE,

Contenant l'état present de l'Europe,  
ce qui se passe dans toutes les Cours,  
l'intérêt des Princes, leurs brigues,  
& generalement tout ce qu'il y  
a de curieux pour le

Mois d'Avril 1714.

Le tout accompagné de Reflexions Politiques sur chaque Etat.



A LA HAYE,  
Chez HENRI van BULDEREN.

M. DCCXIV.

Avec Privilège des Etats de Holl. & Westfrise.



## AVERTISSEMENT.

On trouve chez les *Freres van Dole*, à la Haye, les Livres suivans.

Histoire de la Rebellion & des Guerres Civiles d'Angleterre, par le Comte de Clarendon, 6 Vol. in 12.

Discours sur le Gouvernement, par A. Sidney, Ambassadeur de la République d'Angleterre près de Charles Gustave, Roi de Suede, 3 vol. in 12.

Histoire Généalogique de la Maison Royale de France, & des grands Officiers de la Couronne & de la Maison du Roi, Folio 2. vol. à Paris 1712.

Histoire de l'Empire, par le Sr. Heiss, Nouvelle Edition, continué jusques à present, & augmentée de plusieurs Remarques, en 5. vol. à Paris 1711.

Histoire de la Ligue de Cambray, contre la République de Venise, 2 vol. in 12.

Recueil des Traitez de Paix, de Trêve & d'Alliance, &c. faits entre les Empereurs, Rois, & autres Puissances du Monde, en 4 vol. in Folio.

Les Delices de la Hollande, contenant une Description exacte du Païs & de son Gouvernement, avec un Abregé Historique depuis l'établissement de la République jusqu'à l'an 1710. 2 vol. in 12.

On y trouve aussi le *Mercur* Historique, au commencement de chaque mois, & toutes sortes de Livres Nouveaux & autres à un prix raisonnable.


## MERCURE HISTORIQUE ET POLITIQUE,

*Contenant l'état present de l'Europe,  
ce qui se passe dans toutes les Cours,  
l'intérêt des Princes, leurs brigues,  
& generalement tout ce qu'il y  
a de curieux pour le*

Mois d'Avril 1714.

Le tout accompagné de Reflexions Politiques sur chaque Etat.

## NOUVELLES DE ROME ET D'ITALIE.

I. omme on publie depuis long-tems, que le Comte de Gallas doit arriver incessamment à Rome, le Marquis de Prié, Ambassadeur Extraordinaire, dont il vient remplir la Dignité, se dispose aussi à en partir à tous momens. Son Excellence, qui a déjà rendu ses Visites à tout le Sacré College,



College, a aussi été visité de tous les Cardinaux, & en particulier du Cardinal Albani, qui s'est acquité de ce devoir tout des premiers. Le même Ministre eut encore Audience du Pape le 10. du mois passé.

M. Girolami, Secrétaire des Indulgences, que Sa Sainteté avoit envoyé à la Cour de Toscane, il y a un peu plus de trois mois, en étoit de retour au commencement du mois passé; & Lui avoit rendu compte de sa Négociation. On assure, que le S. Pere en est si satisfait, qu'il a résolu d'avancer M. Girolami; & on parle de l'envoyer à la Chine, en qualité de Légat à *Latere*, avec les mêmes Pouvoirs qui avoient été ci-devant donnez au Cardinal de Tournon; & qui mourut il y a quelques années dans ce Pais-là.

Le Pape n'a pas été si affligé depuis quel- que tems de sa fluxion sur la Poitrine. Il a assisté à diverses Prédications, s'est acquité de plusieurs Fonctions, & a donné diverses Audiences aux Ministres étrangers. Le Cardinal de la Tremoille en eût une le 1. du mois passé à l'arrivée d'un Courier de France. Cette Eminence fit rapport en cette occasion au S. Pere de ce qui s'étoit passé au sujet de la Constitution qui condamne le Livre du P. Quesnel; lui faisant connoître que le Roi Très-Chrétien en avoit non seulement fait  
accept-

accepter la Bulle au Clergé de France, & l'avoit fait publier à Paris, & dans tous les Evêchez; mais qu'il avoit envoyé les Evêques Opposans dans leurs Diocèses, avec des défenses d'écrire ou de faire aucunes Remontrances à Sa Sainteté sur ce sujet-là.

Le Souverain Pontife avoit tenu Consistoire le Lundi précédent: & comme il s'agissoit d'y faire signer aux Cardinaux le Brevet des *premières Prières*, accordé à Sa Majesté Imperiale, dont nous fîmes mention dans le dernier Journal, les Cardinaux de la Trimoille, Gualtieri & Aquaviva, & tous ceux qui sont de la Faction des deux Couronnes, se dispensèrent de s'y trouver; parce qu'on donne dans ce Brevet le Titre de Roi Catholique à Sa Majesté Impériale. Il n'y eût que le Cardinal Ottoboni, que la Fonction de Chancelier obligea de s'y trouver; encore en avoit-il obtenu la permission de la Cour de France.

Le nouveau Roi de Sicile, a confirmé au Cardinal del Giudice la Dignité de Protecteur de son Royaume, qu'il avoit dès le tems du Roi Philippe V. Mais comme cette Eminence n'est pas à Rome, le Cardinal Aquaviva continuera d'en faire les Fonctions, ainsi qu'il a déjà fait depuis que cette première Eminence est absente.

La Reine Douairière de Pologne, attaquée



taquée depuis assez long-tems du mal de poitrine, en a été dangereusement malade vers le commencement du mois passé, de sorte que Sa Majesté fit son Testament le 3. du même mois; mais on a appris depuis que cette Princesse se portoit un peu mieux.

M. Francesco Barbarigo, Auditeur de Rote, étoit mort quatre jours auparavant d'une violente Fièvre, âgé de 32. ans. L'Ambassadeur de Venise, a pris soin de ses Funeraillles; Son Excellence ayant fait porter le 1. du mois passé le Corps du Défunt dans l'Eglise de S. Marc, & lui ayant fait faire le lendemain un très beau Service.

Le Pape, selon les dernières lettres de Rome, fit le 11. dans la Sacristie, la Cérémonie accoutumée de la Bénédiction de la Rose d'Or, en présence du Sacré College, du Marquis de Prié, du Connétable Colonna, & de plusieurs personnes de distinction.

On apprend, que Don Carlo Albani, se préparoit à partir dans peu, pour aller recevoir la jeune Comtesse Boromée, sa future Epouse, à la Stellata.

Le Cardinal Piazza, nouvellement arrivé de sa Nonciature de Vienne, fit son Entrée publique à Rome le 11. du mois passé, suivi d'un nombreux Cortège, & alla descendre au Palais Quirinal, où il eût Audience du Pape. Son Eminence

fit

fit aussi sa Cavalcade le 13. du même mois au matin, d'une manière fort solennelle, & reçût le Chapeau des mains de Sa Sainteté dans un Consistoire public, qui se tenoit ce jour-là. Ce même Cardinal s'étant rendu l'après-midi à la Basilique de S. Pierre, commença ses Visites par celle du Cardinal Acciajoli, Sous-Doyen du Sacré College.

II. On chanta le *Te Deum* en grande Cérémonie à Naples le 2. du mois dernier, en Action de Graces, de ce que la Ville avoit été délivrée d'une subite & dangereuse enflure des Eaux de la Mer en 1679. Le Duc de Sorrento, sur la Nouvelle que l'Empereur lui a conféré la Dignité de Grand d'Espagne, pour lui & pour ses Décendans, a fait faire de grandes réjouissances.

Le Viceroi, ayant eu avis de la venue du Comte d'Attalaya, & du Marquis d'Almanara, Fils aîné du Comte de Palme, envoya son Carosse au devant d'eux. Etant arrivés à Naples le 10. du mois passé au soir, ils y furent reçus au bruit de l'Artillerie des Châteaux & des Galeres, & conduits au Palais, où ils furent logés à l'Appartement des Princes. On a appris depuis, que ces deux Seigneurs doivent passer incessamment en Sardaigne dont le premier a été nommé Viceroi par Sa Majesté Impériale, & le second, Général des Armes.

Q 4

La



La Nouvelle qui a couru, il y a quelque tems, qu'une Barque de Messine avoit été arrêtée avec tout son Equipage a Reggio, faisoit appréhender qu'il n'arrivât quelque brouillerie avec le Royaume de Sicile, mais on n'en a point entendu parler depuis.

III. Suivant les lettres de Venise du mois dernier, on y avoit reçu des avis de Constantinople du 25. Janvier, qui portoient, que M. Mocenigo, nouveau Bayle de la République de Venise, avoit eu Audience du Grand Visir le 15. du même mois; mais ils ne marquoient point qu'il se fit aucun Armement de Mer au delà de ce qu'on a de coûtume de faire chaque année.

Le Comte de Gallas, ayant achevé sa Quarantaine à Pontieba, & s'étant rendu à Venise le 3. du mois passé, en partit le 12. pour continuer son Voyage vers Rome.

Le Senat, par une distinction particulière, ayant acourci au Cardinal de Bouillon sa Quarantaine de 12. jours, ce Doyen du Sacré College partit de Padouë, vers le milieu du même mois, pour achever son Voyage de Rome.

L'Abbé Vidovich, Chanoine de Sebenico, a été élu par le Senat, Evêque de Scardone.

Monsieur Nicolo Tron, se dispose à partir pour l'Angleterre, afin de résider

à la Cour de Sa Majesté Britannique, en qualité d'Ambassadeur de la République, à la place de M. Pietro Grimani, qui doit se rendre à la Cour de Vienne; & l'on attend à Venise le Comte Gio Battista Colloredo, qui vient y relever le Prince Ercolani, en qualité d'Ambassadeur de Sa Majesté Imperiale.

La République, a gratifié le Capitaine d'un Vaisseau Hollandois, chargé de Marchandises, nouvellement arrivé d'Archangel, de la moitié des Droits qu'il étoit obligé de payer pour sa Cargaïson, afin d'encourager les Vaisseaux à aller charger des Marchandises de ces quartiers-là.

IV. Les avis de Gènes, ne nous apprennent rien de remarquable. Le Marquis de Los Balbazez, ci devant Viceroy de Sicile, étoit arrivé dans cette Ville, vers le milieu du mois passé. Le Duc de Turfis, autrefois Général des Galeres de Naples, étoit aussi depuis peu à Gènes, pour y faire préparer des Bâtimens pour la Catalogne.

Le Cadi Turc, dont nous parlâmes dans le Journal précédent, s'embarqua le 13. du passé avec sa Famille sur une Felouque, pour faire Voile à Marseille; d'où il doit se rendre à la Cour de France; ensuite de quoi il doit, dit-on, passer par Alger, Tunis, & quelques autres Villes de la Côte de Barbarie.

V. Il y avoit du tems, ainsi qu'on

Q,

l'a



l'a déjà pu remarquer, qu'on parloit à Milan de Fortifications & de préparatifs de Guerre. La Nouvelle du traitement fait en Allemagne aux Ministres du nouveau Roi de Sicile à Vienne & à Augsbourg, n'a pas manqué d'augmenter considérablement ce bruit : jufques-là qu'on a publié que le Maréchal Comte de Staremberg, avoit ordre de se rendre dans le Milanez avec dix Régimens Impériaux, & diverses autres Troupes. Cependant des Nouvelles postérieures nous apprennent, que le Ministre de Savoye étoit encore à Milan, vers la fin du mois passé. Elles ajoutent même, qu'on se flatte que les Différens entre Sa Majesté Impériale, & la Cour de Savoye pourroient s'accommoder à l'Amiable, le nouveau Roi de Sicile, ayant, dit-on, déjà fait offrir la restitution de la Lomelline & de l'Alexandrin; & étant très certainement bien vrai, que la Cour de Savoye faisoit travailler à la démolition de Mortare. On assure néanmoins, que pour plus de sûreté, on alloit réparer ou augmenter toutes les Fortifications du Milanez, dresser par tout de bons Magazins de Munitions de Guerre & de Bouche, & faire venir quelques Troupes d'Allemagne. Le Magistrat de Milan, a fait défendre la Bassette & autres Jeux de Hazard, sous peine d'une Amende de mille écus d'Or & de Bannissement.

VI.

VI. On mande de Turin, que sur les avis qu'on avoit eu, que les Ministres du Roi de Sicile avoient eu ordre de se retirer de Vienne & d'Augsbourg, on en avoit envoyé un tout pareil à l'Envoyé de Sa Majesté Imperiale qui résidoit à Turin, pour qu'il eût à sortir aussi de cette Ville dans 24. heures, & des Etats de Piémont dans dix jours.

Le jour du départ de la Cour de Sicile de cette Isle, pour revenir en Piémont, n'étoit pas encore absolument fixé. Sa Majesté Sicilienne avoit été visiter les Fortifications de Trapani, de Messine & d'Agosta, & en avoit ordonné les réparations. Les trois Etats du Royaume étoient assembles depuis assez long-tems, & encore actuellement occupez à délibérer chaque jour sur les affaires du Gouvernement, dans le dessein d'établir de bons Réglemens dans le Royaume, & de prendre des mesures pour assurer la tranquillité publique.

### *Reflexions sur les Nouvelles de Rome & d'Italie.*

C'E n'est pas la première fois qu'on a insinué dans ce Journal, que le repos d'Italie dépendroit dans la suite des mesures qui se prendroient à Rastad.

Q 6. Ce



C'est pourquoi celles qu'on a prises en Allemagne à l'égard des Ministres de Savoye, à la veille de la Signature du Traité, ont fait appréhender avec beaucoup de raison, que ce repos ne vint à être bien-tôt troublé. Cependant on avoué que depuis que les Articles de ce Traité, qu'on verra ci-après, ont été rendus publics, on a lieu de se persuader, que tant que l'Empereur & le Roi de France auront en vûe d'observer véritablement ce Traité, il n'y a pas lieu de craindre qu'on en vienne si-tôt aux mains avec aucun des Souverains d'Italie.

Ce n'est pas que tout ce qui regarde ce Pais-là, soit réglé dans le Traité d'une manière à prévenir toute sorte de dispute & de différent: Au contraire, il semble qu'il y ait quelques Articles qui regardent l'Italie très propres à susciter de nouveaux débats. Cependant comme la Paix ne vient de se conclure, que parce qu'on est très fatigué de part & d'autre de la Guerre; & que d'ailleurs on a stipulé dans le Traité, que ceux qui restent dans la possession des Etats d'Italie, ne pourront faire valoir aucunes de leurs prétentions par voyes de fait, mais par celles de la Négociation, afin de ne pas troubler la Neutralité d'Italie; il y a de grandes apparences qu'on s'en tiendra là de part & d'autre, tant qu'on ne sera point absolument résolu de rentrer en Guerre de propos délibéré.

NOU.

NOUVELLES DU  
NORD.

I. **L**E Czar, suivant les lettres de Petersbourg du commencement du mois passé, y étoit de retour le 27. du mois précédent de son Voyage de Livonie, après avoir terminé, à Riga & à Ternau, quantité de choses qui regardoient les Ports, les Fortifications & les Garnisons de ces Places. Ce Prince, a établi des Postes réglées tant dans cette Province que dans la Moscovie; & a nommé pour cet effet un Grand Maître des Postes & des Directeurs. On assure, que Sa Majesté Czarienne refuse toujours de ratifier le Traité de Stettin. Il est certain aussi qu'on travaille à disposer toutes choses pour une Entreprise sur l'Isle d'Alland, située entre la Suede & la Finlande, à l'Entrée du Sein Bothnique; & que deux mille Dragons étoient déjà en marche pour cette Expédition, afin de se rendre ensuite maîtres du Déroit que forme cette même Isle, d'où il est facile de passer en Suede, parce que le trajet n'est pas considérable. De plus, les Moscovites ont plus de 50. Vaisseaux dans les Ports de Finlande, avec lesquels ils se vantent de pouvoir transporter 20. mille hommes en

Q 7

Suede



Suede en très peu de tems. Les lettres du 15. de Petersbourg, d'un autre côté, nous apprennent, qu'il y avoit eu une Action, près d'un Village, sur les Frontières de Laponie, dont voici le détail.

**L**E 7. Février, le Prince de GallizIn, Lieutenant Général, reçut un Exprès, avec ordre de décamper de Berensberg, & d'aller attaquer les Ennemis. Le 1. de ce mois, il arriva près du Village de Pilmoba, à 3. quarts d'heure de l'Eglise d'Isu: Il trouva les Ennemis campés à 3. quarts d'heure de Wassa, près du Village de Lapia, & à une demi lieue de Pilmoba. Le jour suivant, il les attaqua avec tant de vigueur, qu'après une longue résistance il les mit en fuite. Le Prince de GallizIn avoit 2907. Cavaliers & 5588. Fantassins, dont il y en a eu 1478. morts ou blessés. Les Suédois, commandez par le Général Ahrnsfeldts, étoient au nombre de 8384.; tant Troupes réglées que Milices, dont 5133. ont été tuez dans la Bataille & à la poursuite, & 512. Officiers & Soldats ont été faits prisonniers.

II. Les choses sont encore à peu près au même état en Pologne. Les Troupes Nationnales y sont toujours en grand différent avec les Auxiliaires, au sujet

dés Quartiers, & elles en sont souvent venues jusqu'aux mains en certains endroits. On écrit même que l'Evêque de Posen a défendu, sous peine d'Excommunication, aux Ecclesiastiques de son Diocèse, de payer aucunes Contributions aux Troupes étrangères. On dit de plus, que la Noblesse de Pologne & de Lituanie demande de nouveau une Diète générale à Cheval, & qu'on a même délibéré à Leopold sur l'envoi d'une Députation à Sa Majesté; mais qu'on étoit ensuite convenu à la pluralité des Voix, que cette Députation iroit auparavant trouver le Primat du Royaume & le Grand Général de la Couronne, pour demander leur avis sur cette démarche. D'un autre côté, on apprend que les Cosaques sont rentrez de nouveau dans l'Ukraine, & qu'ils s'étoient emparez de la petite Ville de Scobada, aussi-bien que de son Château: Sur quoi le Castellan de Caminiee avoit fait marcher un Détachement pour dissiper ces Pillards. On parle toujours de plusieurs Seigneurs du Parti du Palatin Leszenski, qui veulent accepter l'Amnistie; mais tout le monde n'est pas sans inquiétude de ce côté-là, quoi que le bruit court que ce Palatin songe lui-même à faire sa Paix avec Sa Majesté Polonoise. Les Partisans du Roi, qui doutent de la sincérité de ces démarches, craignent que ce ne soit une chose concertée entre les Adhé-

rans



rans du Roi de Suede, pour faire revenir ces Seigneurs en Pologne, afin d'y fortifier le Parti opposé à Sa Majesté Polonoise, & tâcher de profiter du mécontentement général que témoignent les Peuples, des concussions dont les Troupes Auxiliaires les accablent. Quoi qu'il en soit, on mandoit de Caminiec du 15. du mois passé, que le Prince Wiesnowski, le Général Smigielski, & le Palatin de Kiovie, étoient arrivés sur la Frontière; & que le Grand Général de la Couronne, avoit déjà eu une entrevûe avec ce dernier à Brzezan, dans laquelle il l'avoit assuré d'un sincere pardon, de la part de Sa Majesté Polonoise. Les Troupes Saxonnnes devoient passer en revûe à la fin du mois passé, & former ensuite un Campement pour observer les Cosaques & les Turcs. Ces derniers avoient déjà fait marcher cinq à six mille hommes sur la Frontière de Walachie pour achever les Fortifications de Chocim, de Soroka & de Cekori; publiant néanmoins tous-jours qu'ils étoient résolus de vivre en paix avec le Roi & la République de Pologne, & d'observer exactement le Traité de Carlowitz.

III. Les Etats de Suede, sont toujours assemblez à Stokholm. On reçût de Turquie, vers le milieu de Février, des Lettres du Roi, par lesquelles ce Prince enjoignoit, entre autres choses au Sénat,

de

de continuer les Taxes sur le même pied qu'elles étoient l'année dernière, l'avertissant sur tout, de ne se point laisser porter à entendre à aucunes Propositions de Paix; de ne point assembler les Etats du Royaume; & de les faire séparer au plutôt, s'ils s'étoient déjà assemblez: mais ces Ordres n'ont pas empêché que les choses n'allassent leur train ordinaire.

Suivant d'autres avis de Stokholm du 17. du passé, on avoit proposé au commencement du même mois, dans l'Assemblée des Etats du Royaume, les cinq Propositions suivantes.

*I. Si les Etats pouvoient faire la Paix en l'absence du Roi? II. Si le Senat étoit autorisé d'entrer en Négociation là dessus, sans le consentement du Souverain? III. De quelle manière on devoit faire cette Paix? IV. Comment on rétablirait l'Armée, en cas qu'on ne pût pas obtenir une bonne Paix? V. Et contre quels Ennemis on devoit employer les plus grandes Forces? Sur quoi on avoit répondu touchant le premier Article, que comme le Roi avoit été absent depuis si long-tems, & qu'on ne savoit pas quand il reviendrait, rien n'étoit plus avantageux au Royaume que la Paix: Sur le second, que dans cette Conjoncture, les Etats croyoient que le Senat pouvoit entrer en Négociation pour la Paix: Sur le troisième, qu'on*

nomme-



nommeroit quatre Ambassadeurs, qui auroient plein-pouvoir pour accepter & rejeter les Conditions qu'ils jugeroient à propos: Sur le quatrième, que toutes les jeunes gens du Royaume seroient obligez de prendre les Armes pour sa défense: Et sur le cinquième, qu'il faudroit employer les plus grandes Forces contre les Russiens, comme les Ennemis les plus puissans. On ajoûte, que la Princesse Ulrique Eleonore avoit déclaré, en qualité de Régente du Royaume, qu'elle ne pouvoit donner son consentement pour travailler à la Paix, à cause qu'elle n'avoit aucune Instruction sur ce sujet.

M. Hagen, Conseiller du Duc de Holstein, a proposé de consentir, que le jeune Duc de ce Nom, fit un Voyage en ses Etats; mais le Senat n'a pas voulu prendre cela sur lui, sans le consentement de Sa Majesté Suédoise; de sorte, que ce Conseiller, est retourné en Holstein, sans rien faire. La Reine Douairière & la Princesse Régente, ont été quelque tems indisposées, mais elles se trouvent rétablies. Le Ministre de France, a compliménté cette Princesse de la part du Roi son Maître, sur la qualité de Régente du Royaume. Cette partie de l'Assemblée du Royaume, qu'on nomme les Paisans, a envoyé des Députez au Corps de la Noblesse, pour la remercier d'avoir donné son consentement pour déferer la Ré-

gence

gence à la Princesse pendant l'absence du Roi, demandant qu'on lui déferre le pouvoir de faire la Paix, lors qu'on fera l'addessus des Propositions raisonnables. Leurs Ordres sur ce sujet sont si positifs & si pressans, que plusieurs Députez de ces Habitans de la Campagne, qui étoient retournés chez eux, ont été renvoyez sur le champ par leurs Principaux, pour en presser l'exécution; d'autant plus que, quoi qu'on n'eût point encore d'avis de l'avantage des Moscovites sur les Suedois près du Village de Lapla, on étoit fort allarmé des Forces & des mouvemens du Czár dans la Finlande, où on savoit qu'il n'y avoit pas plus de 6000. Suedois. Cependant les mêmes lettres portoient, que le Senat avoit défait quelques nouveaux Régimens pour en recruter des Vieux, en donnant aux Officiers de quoi subsister, en attendant qu'on rétablisse ces mêmes Corps.

Le Colonel Slippenbach & l'Ajutant-Général Shwering, qui s'étoient rendus à Stokholm, de la part du Roi de Danemarque, pour proposer un Echange du Général Steenbock & de plusieurs prisonniers Suedois, n'avoient point encore eu de réponse.

Le Général Major Eckblad, a été nommé pour commander à Stralsund, à la place du Général Dukker. On publioit, que les Etats devoient se sépa-

rer



rer à la fin du mois passé.

IV. Les Lettres de Coppenhague de la fin du même mois portent, que la Reine Douairière de Danemarck, Mere du Roi, étoit décédée le 27. âgée de 64 ans après quatre jours de maladie, d'une fièvre chaude. Cette Princesse, se nommoit Charlotte-Amélie, & étoit Sœur du Landgrave de Hesse-Cassel. Son premier Aumônier, étoit mort la veille du décès de cette Princesse.

Ces mêmes lettres ajoutent, que Sa Majesté Danoise se dispoisoit à passer dans le Holstein, & qu'Elle avoit déjà nommé ceux qui la suivroient en Campagne. Les Officiers des Troupes du Roi, avoient reçu l'Ordre, il y a déjà quelque tems d'être prêts à marcher au plus tard le 26. du mois passé, avec tous les Corps complets, afin qu'on pût en faire la Revüe au plutôt sur le Knoper-Heyde.

Quelques Différens qui avoient empêché que M. Poussin, Envoyé extraordinaire de France, pût avoir Audience de Sa Majesté Danoise en cette qualité, ayant été accommodés, ce Ministre devoit y être admis au premier jour.

M. le Conseiller Wedderkopf, que le Roi a fait élargir de Tonninguen, étoit arrivé depuis quelque tems à la Cour, où il avoit eu d'abord une Audience de Sa Majesté, qui le reçut très favorablement. On assure, qu'il partira dans peu pour

pour Vienne, où il prétend intenter un Procès, au Conseil Aulique de Sa Majesté Imperiale, contre les Ministres de Holstein qu'il prétend en avoir mal usé envers lui.

On attend certainement six Régimens de Norwegue, qui doivent être débarquez en Jutland. On a résolu dans un grand Conseil de Marine, d'assembler des Munitions, pour équiper 24. Vaisseaux de Ligne & six Fregates. Par la Sentence rendue contre le Contre Amiral Wilster, cet Officier perd sa Charge, & paye les fraix du Procès, mais le reste de son Bien ne sera point sujet à la Confiscation.

V. On apprend du Holstein, que le Roi de Danemarck ayant résolu de faire raser les fortifications de Tonningue, ses Troupes en avoient commencé la Démolition le 26. du mois passé; & des avis du 3. du courant portent, que l'Ouvrage avançoit & que tout le Canon du Rempart étoit déjà embarqué sur les Bâtimens Danois, qui y avoient été envoyés tout exprès.

Les Suedois de la Garnison de Wismar continuant d'exiger des Contributions du plat-Païs du Meklebourg, le nouveau Duc de ce Nom, a fait défense de rien payer, & fait poster quelques Troupes de côté & d'autre, dans le dessein de repousser la force par la Force. Son Altesse Serénissime a écrit en même tems au Roi de Prusse, pour se plaindre du procédé des Sue-



Suedois à l'égard de ses sujets; sur quoi S. M. Prussienne a fait écrire au Gouverneur de Wismar, que s'il ne faisoit cesser ces sortes d'exactions, il seroit obligé d'envoyer de ses Troupes au Duc, pour se defendre contre de telles entreprises.

VI. Le nombre des Ministres qui devoient former le Congrès du Nord, étant augmenté à Brunswick depuis nôtre précédent Journal; & ceux de S. M. Impériale, du Roi de Danemarck & de l'Electeur de Hanover, ayant déjà tenu quelques Conférences particulières entre eux, il s'en tint une générale le 17. du mois passé, chez le Comte de Schonborn, où l'on résolut qu'on s'assembleroit trois fois le semaine à la Maison de Ville. Suivant cette résolution l'ouverture du Congrès se fit le 20., & les Conférences ont suivi aux jours marquez. Comme le nombre des Plenipotentiaires étoit encore assez médiocre dans ce commencement, on n'a pas fait d'abord de grands progrès dans ces Assemblées, mais les avis du commencement de mois, marquant qu'ils y arrivoient de toutes parts, on se flattoit que la Négociation alloit être poussée selon le besoin qu'en ont les affaires du Nord.

Le Duc Antoine Ulric de Brunswick-Wolfenbuttel, âgé de 81. ans, mourut à Saltz-

Saltzdal la nuit du 26. au 27. du mois passé, à une heure après-minuit. Ce Prince, avant sa mort; voulut recevoir la Communion, & elle lui fut administrée par le Comte d'Hamilton Ecoissois, un de ses Aumôniers Catholiques; mais il communia sous les deux especes, ce qui a fait croire à beaucoup de personnes qu'il étoit mort Protestant, parce que cela ne se pratique point dans l'Eglise Romaine, que dans des occasions fort extraordinaires. Toutes les personnes de la Cour, depuis les Ministres jusqu'aux autres domestiques, furent admis à lui baiser la main, & à prendre Congé de lui. Ce Prince a écrit ses dernières volontez de sa propre main, & a entre autres souhaité que son Corps fut enterré sans aucune pompe & sans Oraison Funebre: cependant on a accordé aux instances de sa famille domestique, que l'Abbé Riddagshausen, qui a eu plusieurs conversations Chrétiennes avec le Duc avant sa mort, feroit une courte Prédication sur ce sujet-là, lors qu'on enleveroit le Corps du Château de Saltzdal. L'Abbé Corvé, un de ceux qui avoit le plus contribué au changement de Religion de ce Duc, étoit mort environ un mois avant Lui.

Le Prince Héréditaire Auguste-Guillaume, maintenant Duc Regent, se rendit le même jour 17. à Brunswick, pour



pour y recevoir de serment de la Garnison qui est assez forte : & il a reçu tour à tour les complimens de Condolence & de Felicitacion, des Ministres, du Magistrat & du Clergé.

On célébra le 20. du passé à Hambourg de solennelles Actions de Graces, pour la delivrance du mal contagieux. Le *Te Deum* fut chanté à l'Eglise de St. Pierre, au bruit de 3. salves de 81. pièces de Canon du Rempart; & tous les Vaisseaux qui étoient sur la Rivière ayant mis leurs flammes au vent, firent aussi plusieurs décharges de leur Canon.

On mande de la même Ville du 6. de ce mois, que le Duc Administrateur de Holstein y avoit fait publier un écrit, intitulé, *Deduction succincte, pour faire voir que S. M. Danoise est l'Agresseur de la Serenissime Maison de Gottorp.*

VII. Le Roi de Prusse, suivant les avis de Berlin, déclara au commencement du mois passé, le Comte de Schwerin, grand Maître de la Maison de la Reine son Epouse, & son frere pour Chambellan de la même Princesse. S. M. a fait indiquer une Assemblée générale de tous les Etats qui dependent de sa domination. On croit que c'est pour y délibérer sur les moyens de réduire tous les Privilèges & Statuts particuliers des Provinces, à une règle commune à

1789

tous

tous les differens états, de S. M. Prussienne. Le Comte de Dhona qui étoit parti pour Vienne le 12. de Février étoit de retour à Berlin le 21. du mois passé, mais on n'a rien publié jusqu'ici, de ce qu'il a négocié à la Cour Impériale. La Margrave de Brandebourg accoucha d'un Prince le 28. du mois passé, dont la Reine & le Margrave Louis doivent être la Maraine & le Parrain.

VIII. On se défend fort à la Cour de Saxe, selon les avis de Dresde, de la prétendue alliance du Roi de Pologne conclue avec la France, dont le bruit à couru depuis quelque tems, & qu'on prétend être sans fondement. On avoue qu'il y avoit eu quelques avances mises sur le Tapis à Warsovie, dans le dessein de parvenir à un Traité avec la France dans le dessein de rétablir la bonne intelligence, sans aucun engagement avec cette Couronne; mais que cela n'avoit point eu de lieu jusqu'à présent. On nie aussi très fortement, que tout ce qu'on a publié depuis ce tems-là d'une Négociation secreta avec la Suede par la Mediation de la France, ait eu aucun fondement véritable.

Le Roi continue de faire tenir presque que tous les jours sa en présence des Conférences secretes sur les affaires d'Etat. Le voyage de S. M. à Warsovie n'est pas

Tome LVI.

R

en-



encore fixé & l'on ne croit pas qu'Elle se mette en chemin avant le commencement du mois prochain.

Le mariage du jeune Comte Maurice de Saxe avec Mademoiselle de Leuven se fit le 11. du mois passé à Maurice-Bourg; & S. M. Polonoise honora la Cérémonie de sa présence. Les réjouissances & les divertissemens des Noces durèrent toute la semaine. Le Roi a fait le Comte de Vitzdum grand Chambelan de la Cour de Saxe.

On avoit eu avis de Wolfembutel, que le Corps du feu Duc Antoine Ulric y avoit été transféré de Saltzdal le 5. au soir suivi seulement de 12. de ses principaux Gentilhommes, & y avoit été mis dans le Tombeau Ducal, selon la dernière volonté, sans aucune Cérémonie.

La résolution prise à la Cour de Saxe d'envoyer quelques Senateurs Polonois au Congrès de Brunswick, n'aura dit-on point de lieu, à cause de certaines difficultez qu'on n'avoit pas prévues.

### *Reflexions sur les Nouvelles du Nord.*

**L**E préparatifs de Guerre & de Paix, qu'on voit faire tout à la fois dans le Nord, forment un espece de contras-

te

te assez surprenant, pour causer de l'impatience de voir à quoi tout cela aboutira. En effet au moment que le Congrès de Brunswicks s'assemble, une partie des Princes du Nord, semble ne songer uniquement qu'à profiter du peu de tems que doit durer la Guerre. Le Czar, qui sera selon les apparences le plus difficile à ramener à la Paix, pense à faire de nouvelles Conquêtes du côté de la Suede, & à s'affermir dans les précédentes. Le Roi de Danemarck, peut être moins sûr de celles qu'il a faites, arme non seulement pour les conserver s'il lui est possible, mais encore pour être en état de n'avoir rien à craindre de ce côté-là, soit que ces Conquêtes lui demeurent, soit qu'il soit obligé de les rendre. La Forteresse de Tonninguen, comme on sait, a toujours été regardée des Danois, comme un moyen sûr, dont les Ducs de Holstein pouvoient se servir, pour introduire leurs ennemis jusques au cœur du Danemarck: Il ne faut donc pas s'étonner que cette place, étant tombée inopinément entre les mains de S. M. Danoise, Elle se soit servie de cette occasion, pour se tirer comme on dit une telle épine du pied. La Cour de Prusse, qui avoit pris d'abord avec tant de chaleur les intérêts du Duc Administrateur de Holstein, parce qu'il lui avoit menagé avec la Suede le Traité de Sequestre,

R 2

all.



aura beau se plaindre que toutes les voyes de Fait devoient être suspenduës pendant la Négociation de Brunswick : la Cour de Danemarck pretendra toujours que cette Négociation a commencé trop tard ; & celle de Prusse doit certainement être mortifiée, avec tant de belles Troupes, d'avoir vû perdre sans ressource à son nouvel Allié l'azile le plus assuré de son petit Etat.

Tant de différentes vûës, tant de grandes pretentions & tant de sujets de plaintes, doivent naturellement (pour rentrer dans nôtre premier sujet) faire envisager aux Politiques les affaires du Nord comme très difficiles à terminer. Cependant il faut demeurer d'accord qu'il y a de certaines Períodes politiques ques, où les affaires les plus épineuses s'accoromodent beaucoup plus aisément que l'on n'auroit crû. Qu'on considere, si on ne nous en veut pas croire, la facilité avec laquelle les Préliminaires touchant la Succession à la Monarchie d'Espagne furent réglés entre la France & l'Angleterre : le peu d'obstacle que les Demandes spécifiques, si outrées de toutes parts, apportèrent aux traités conclus l'année dernière à Utrecht : & ce qu'on vient tout récemment de signer à Rastad ; & qu'on nous dise après cela s'il y a quelque chose à traiter au Congrès de Brunswick, qui aproche de tant

&amp;

## NOUVELLES DE TURQUIE, DE HONGRIE, D'AL- LEMAGNE, ET DE SUISSE.

I. **L**Es Lettres de Constantinople du commencement du mois de Février dernier, marquoient que les Bachas revoltez de l'Asie avoient été tellement défaits que les Troupes Ottomanes qui marchaient vers ces quartiers-là étoient contremandées. Celles qu'on en a reçu depuis ce tems-là confirment les grands préparatifs que la Porte fait faire tant par Mer que par Terre. La Flotte Ottomane qui doit être commandée par le Capitan-Bacha, & qui sera composée de 32. Sultanes, de 20. Galeres, & de 20. Galeasses devoit, dit-on, être prête à mettre à la voile au mois de May prochain, sans qu'on sache encore pour quelle expedition.

Ces Lettres ajoutent, que le Roi de Suede avoit été malade de la fièvre à Demotica, mais que S. M. en étoit retablie. Le Ministre de France a obtenu que ce Prince pourroit envoyer un Ministre à Constantinople à la place de

R 3

feu



feu Mr. Funck, sous pretexte que S. M. Suedoise étant éloignée de cette capitale, Elle avoit besoin de quelqu'un qui eut soin de ses intérêts auprès de la Porte.

II. On parloit à Vienne dès le commencement du mois passé d'un Voyage que la Cour Imperiale devoit faire en Hongrie; mais on n'a pas appris jusques ici, que le jour en ait encore été fixé. Le dessein de ce Voyage est le Couronnement de l'Imperatrice en qualité de Reine de Hongrie; de nommer un Palatin du Royaume, & de terminer les affaires qui restent à régler à la Diette de Hongrie.

Un exprès venant de Rastad aporta la Nouvelle le 10. du mois passé à Vienne que les Préliminaires de la Paix avoient été conclus le 6. Deux jours après le Comte de Lamberg, Adjudant General du Prince Eugene de Savoye, arriva aussi en poste de Rastad avec les Articles de Paix nouvellement signez entre l'Empereur & le Roi de France pour être ratifiez. On chanta solennellement le *Te Deum* le Dimanche suivant dans l'Eglise Cathedrale de St. Etienne à ce sujet; & l'on fit plusieurs décharges d'Artillerie en signe de réjouissance. Le Prince Eugene arriva lui même le lendemain, & fut d'abord rendre compte de sa Négociation à l'Empereur, qui le reçut avec tant

tant de demonstrations de joye, que plusieurs lettres portent, que S. M. Imperiale, entendant venir ce Prince, sortit de sa Chambre au devant de lui, & s'avanca quelque pas pour l'embrasser. S. M. Imperiale avoit déjà ratifié le Traité & l'avoit renvoyé.

Toute la Cour Imperiale assista le 11. du mois passé à une Procession generale qu'on fit au sujet de la Canonisation de Sainte Catherine de Bologne. Mais il s'en fit une seconde le 15. par ordre de l'Empereur, où tous les Corps & les Etats eurent ordre de se trouver pour rendre graces à Dieu de l'entiere delivrance du mal contagieux, dont la Ville de Vienne a été affligée pendant près d'un an. Tous les Pais Héréditaires étant aussi delivrez de ce Fleau, le Commerce se faisoit en pleine liberté comme ci devant.

Ce fut le 16. du même mois, que S. M. Imperiale nomma le Comte de Colloredo, Conseiller privé & Chevalier de la Toison d'Or pour son Ambassadeur auprès de la Republique de Venise, ainfi qu'on a déjà pu voir ci-dessus.

Tous les Conseillers de la Cour Imp. Aulique, ayant été confirmez par l'Empereur, avoient prêté Serment le jour précédent.

Mr. Spinola, Archevêque de Cesarée & Nonce du Pape ayant fait son Entrée

R 4

pu.



392 *Mercuré Historique &*  
publique très magnifiquement le 10. du  
même mois, eut aussi Audience de l'Em-  
pereur le 12. avec les Ceremonies acou-  
tumées.

III. Le Prince Eugene, passant par  
Augsbourg le 14. du mois passé, pour  
se rendre à Vienne, ne s'arrêta chez le  
Prince de Lowensteiu, Principal Com-  
missaire de l'Empereur qu'autant de tems  
qu'il en fallut pour changer les Che-  
vaux de sa Caleche. Le même Prince  
de Lowensteiu, ne fit aucune part à  
la Diète de ce qui venoit de se conclure  
à Rastad, mais lui communiqua une  
Lettre qu'il avoit reçüe du Prince Eu-  
gene, par laquelle S. A. S. l'informoit,  
„ Qu'on n'avoit point porté d'Argent à  
„ Caisse Militaire; & qu'il y avoit néan-  
„ moins des sommes très considerables  
„ qu'on avoit négociées sur son Cre-  
„ dit, lesquelles il falloit absolument  
„ rembourser; de sorte qu'il le prioit  
„ d'exhorter les Membres de l'Empire  
„ à fournir chacun leur Quote-part.

Enfin, ce principal Commissaire de  
S. M. Imperiale communiqua quelques  
jours après à la Diète, la Piece suivante.

Tra-

*Politique. Avril 1714.* 393

Traduction du Décret Imperial au sujet de  
la Paix, communiqué à la Diète de  
l'Empire.

**I**L y a quelques mois que le Maréchal de  
Villars fit proposer, premièrement par  
l'Electeur de Mayence, & peu après par  
l'Electeur Palatin, la tenue d'une Con-  
férence pour convenir de la Paix: Et quoi  
que S. M. I. en conçût d'abord peu d'espé-  
rance; cependant, pour ôter tout soupçon  
qu'Elle voulût prolonger la Guerre, Elle  
ordonna enfin au Prince Eugene d'avoir  
une entrevüe avec le Maréchal de Villars,  
& en même tems de communiquer ce qui  
se passeroit à l'Electeur de Mayence. Mais  
le Maréchal de Villars ne voulant pas se  
rendre auprès du Prince Eugene, avant  
qu'il fût muni d'un plein pouvoir de nô-  
tre part, & tout étant encore tenu secret  
alors, S. M. I. lui envoya un plein-pou-  
voir pour traiter, après en avoir donné  
connoissance à l'Electeur de Mayence, Pre-  
mier Chancelier de l'Empire: mais le Ma-  
réchal de Villars n'ayant pas été content  
de ce plein-pouvoir, Elle en envoya un au-  
tre pour conclurre; lequel, après avoir été  
communiqué à l'Electeur de Mayence, fut  
présenté au Maréchal de Villars.

Lors que les Conférences eurent commen-  
cé là dessus entr'eux à Rastat, S. M. I.  
aprit avec étonnement que les Propositions

R 5

du



du Maréchal de Villars s'éloignoient beaucoup plus de la Paix, qu'il n'avoit fait insinuer par l'Electeur Palatin: Et quoi que dans la suite il s'approchât un peu plus; cependant, tout avoit été si variable chaque fois, qu'on ne pouvoit compter sur rien, ni en faire part à la Diète. On en voit une preuve incontestable, en ce que la Cour de France, au lieu d'approuver la Convention ci-jointe sous la Lettre A., dont le Prince Eugene & le Maréchal de Villars étoient tombez d'accord, Elle renvoya le Projet ci joint sous la Lettre B., par lequel Elle a cherché de décourager & de diviser, de même que de détacher l'Empereur de l'Empire.

Ce procédé donnoit suffisamment occasion de rompre entièrement les Conférences: Néanmoins S. M. I., pour donner une dernière preuve de son amour pour l'Empire Romain, & pour le préserver des malheurs inévitables où il étoit prêt de tomber par la mauvaise situation des affaires pour la continuation de la Guerre, ne s'est point rebutée, & a par sa constance avancé tellement les choses, que sous la Bénédiction de Dieu, le Traité ci-joint sous la Lettre C. fut signé le 6. de ce mois par ledit Prince & le Maréchal de Villars.

Mais comme tout avoit été fort incertain jusqu'au dernier moment, S. M. I. n'a pu en conférer convenablement avec l'Empire, ainsi que cela devoit s'observer, quos

quoi que le Prince Eugene, suivant son ordre, n'ait pas manqué de correspondre avec les Cercles Associez, qui étoient les plus intéressez à cette affaire, de même qu'avec quelques autres Electeurs & Etats, autant que la proximité pouvoit permettre de le faire, sans perte de tems, ainsi que S. M. I. en a fait donner part de tems en tems aux Ministres des Etats de l'Empire qui étoient à sa Cour.

Cependant, le dessein de l'Empereur, par la Convention mentionnée sous la Lettre A., étoit de reculer la conclusion du Traité jusqu'à ce que l'Empire pût y paroître d'une manière convenable, & d'arrêter seulement en attendant, pour s'assurer de la Paix avec la Couronne de France, quelques Points Préliminaires: mais cela fut absolument rejeté par le Maréchal de Villars, qui représenta le danger apparent de voir encore plusieurs Années la Paix reculée, si on donnoit lieu de faire de nouvelles tentatives de tous côtés; & qu'ainsi, on devoit se laisser disposer à signer le présent Traité, pour la sûreté de la Paix.

Lors que l'on comparera néanmoins ledit Traité avec le dernier Projet de la France, il paroîtra suffisamment avec combien de soin S. M. I. a travaillé, & est parvenu autant que la situation des affaires le permettoit, à maintenir la Grandeur, l'Honneur, la Prospérité, & les



Constitutions de l'Empire; de sorte que les Electeurs & Etats de l'Empire seront convaincus que S. M. I. n'a pas eu dessein, par la conclusion du Traité, de leur porter le moindre préjudice; mais au contraire, de leur procurer toutes les sûretés possibles.

S. M. I. auroit bien souhaité d'avoir pu obtenir de meilleures Conditions; même au grand préjudice des intérêts de sa Maison Archiducal: mais comme la mémoire étoit encore toute récente de quelle manière (ainsi que cela est connu) tous les Alliez l'ont abandonné & l'Empire dans cette Guerre, ce qui a été cause que la Campagne a commencé si tard, & qu'elle a fini de notre part infructueusement; les quatre Cercles exposez prièrent S. M. I. de conclure la Paix du mieux qu'il seroit possible, ayant jugé à propos d'en accepter les Conditions, en laissant même en arrière leurs intérêts, n'étant pas possible de continuer la Guerre avec les préparatifs faits alors, sans exposer l'Empire aux plus grands dangers.

Sur quoi S. M. I. ne peut s'empêcher de rendre ce témoignage à quelques Etats, & particulièrement auxdits Cercles, qu'ils ont fait pour leur Patrie, de même que l'Empereur, à leur Gloire immortelle, tout ce que l'on pouvoit demander d'eux pour cet effet, S. M. I. laissant aux autres le soin de se disculper, suivant leur de-

voir,

voir, envers l'Empire Romain, au sujet de ce qu'il a souffert, & d'en rendre compte au tems présent & à la Postérité.

Au surplus, puis que la Paix a été acceptée par les raisons ci-dessus, S. M. I. pour délivrer le plutôt qu'il seroit possible les Etats qui sont sous la Contribution des Ennemis, a déjà ratifié le Traité, suivant le Papier ci-joint, sous la lettre D., dans la pleine confiance que les Electeurs & Etats ne seront aucune difficulté de faire la même chose, & qu'après les fréquentes exhortations du Prince Eugene, qui sont réitérées ici, on aura aussi soin du côté de l'Empire, de donner les ordres nécessaires dans le tems stipulé, pour la retraite des Troupes, la cessation de toutes hostilités, & de tout ce qui en dépend. Pour cet effet, S. M. I. a ordonné de faire part à l'Empire de l'échange des Ratifications.

Et comme on est convenu d'un terme très court pour commencer le Traité général, les Electeurs & Etats de l'Empire doivent déclarer sans perte de tems, s'ils veulent donner là-dessus un plein-pouvoir à l'Empereur, ou s'ils aiment mieux s'en tenir à la petite Députation de l'Empire, qui avoit déjà été résolue en 1709., & en ce dernier cas, de dresser leur instruction suivant le stile de l'Empire, ainsi que cela fut fait lors de la Paix de Ryſwick,

R 7

&amp;



& de ne point employer dans cette D<sup>ép</sup>u-  
tation des personnes sans expérience, mais  
ceux qui ont une connoissance suffisante des  
affaires de l'Empire, & qui sont bons  
Compatriotes.

Enfin, ils sont priez, de prendre en con-  
sidération les exhortations réitérées de l'Em-  
pereur: Et quoi que la Paix soit déjà con-  
clue, l'Empire doit néanmoins rester en  
Armes jusqu'à ce qu'elle soit accomplie;  
& pour cet effet, il est nécessaire de four-  
nir à la Caisse Impériale les 3. millions  
d'Ecus accordez, & ce qui est encore dû  
des précédens, &c. Fait à Agutbourg le  
24. Mars 1714. Signé,

MAXIMILIEN CHARLES, Prince  
de Lowenstein-Wertheim.

Les Pièces cotées sous les Lettres A.  
B. D. nous meneroient trop loin: Voici la  
Copie de celle marquée sous la Lettre C.  
qui est la principale.

Traité de Paix entre Sa Majesté Impe-  
riale & Catholique, & Sa Majesté  
Très-Chrétienne, conclu & signé au  
Palais de Rastat le 6. Mars 1714.

A U Nom de la Très-Sainte & Indivi-  
sible Trinité, soit notoire à tous, &  
à chacun, à qui il appartient, ou qu'il  
pourra en quelque façon appartenir, que  
depuis plusieurs années l'Europe ayant été  
agitée

agitée de longues & sanglantes Guerres,  
ou les principaux Etats & Royaumes qui  
la composent, se sont trouvez enveloppez,  
il a plu à Dieu, qui tient les cœurs des  
Rois entre ses mains, de porter enfin les  
efforts des Souverains à une parfaite récon-  
ciliation, & de préparer les voyes à ter-  
miner la Guerre commencée premièrement  
entre le Serenissime & Très-Puissant Prin-  
ce & Seigneur, le Seigneur Leopold élu  
Empereur des Romains, toujours Auguste,  
Roi de Germanie, de Hongrie, de Bohé-  
me, &c. de glorieuse mémoire, & depuis  
son décès entre le Serenissime & Très-  
Puissant Prince & Seigneur, le Seigneur  
Joseph son Fils élu Empereur des Romains,  
toujours Auguste, Roi de Germanie, &c.  
de glorieuse mémoire, & après sa mort  
entre le Serenissime & Très-Puissant Prin-  
ce & Seigneur, le Seigneur Charles VI.  
élu Empereur des Romains, toujours Au-  
guste, Roi de Germanie, de Castille,  
d'Arragon, de Leon, des deux Siciles,  
de Jerusalem, de Hongrie, de Bohême,  
de Dalmatie, de Croatie, d'Esclavonie,  
de Navarre, de Grenade, de Tolède,  
de Valence, de Gallice, de Majorque,  
de Seville, de Sardaigne, de Cordoue,  
de Corse, de Murcie, des Algarbes,  
d'Alger, de Gibraltar, des Isles de Ca-  
narie, des Indes, Isles & Terre Ferme  
de l'Océan; Archiduc d'Autriche; Duc  
de Bourgogne, de Brabant, de Milan,  
de



de Stirie, de Carinthie, de Carniole, de Limbourg, de Luxembourg, de Gueldres, de Wirtemberg, de la Haute & Basse Silesie, de Calabre; Prince de Suabe, de Catalogne, d'Asturie; Marquis du Saint Empire Romain, de Burgaw, de Moravie, de la Haute & Basse Lusace; Comte de Habsbourg, de Flandres, de Tirol, de Frioul, de Kybourg, de Gorice, d'Artois, de Namur, de Rouffillon, & de Sardaigne; Seigneur de la Marche Esclavone, de Port Maon, de Salins, de Biscaye, de Molline, de Tripolis & de Malines, &c. & le Saint Empire, d'une part; & le Serenissime & Très-Puissant Prince & Seigneur, le Seigneur Louis XIV., Roi Très-Chrétien de France & de Navarre, de l'autre part: En sorte que Sa M. I. & Sa M. T. C. ne souhaitant rien aujourd'hui plus ardemment, que de parvenir, par le rétablissement d'une Paix ferme & inébranlable, à faire cesser la désolation de tant de Provinces & l'effusion de tant de Sang Chrétien, Elles ont consenti, que pour y parvenir plus promptement, il se tint des Conférences à Rastad entre les deux Généraux Commandans en Chef leurs Armées, qu'Elles ont muni à cet effet de leurs Plein-pouvoirs, & établi leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires pour ce sujet; savoir de la part de l'Empereur, le Très-haut Prince & Seigneur Eugene de Savoie,

Savoie, &c., & de la part du Roi T. C., le Très-Haut & Très-Excellent Seigneur Louis Hector Duc de Villars, Pair & Maréchal de France, &c. lesquels après avoir imploré l'assistance Divine, & s'être communiqué réciproquement les Plein-pouvoirs, dont les Copies sont insérées de mot à mot à la fin de ce Traité, sont convenus pour la gloire du Saint Nom de Dieu, & le bien de la République Chrétienne, des Conditions réciproques de Paix & Amitié, dont la teneur s'ensuit.

I. **I**L y aura une Paix Chrétienne, universelle, & un Amitié perpétuelle, vraye & sincère entre S. M. I., l'Empire, & S. M. R. T. C., & leurs Héritiers, Successeurs, Royaumes & Provinces, en sorte que l'une n'entreprenne aucune chose, sous quelque prétexte que ce soit, à la ruine ou au préjudice de l'autre, & ne prête aucun secours, sous quelque nom que ce soit, à ceux qui voudroient l'entreprendre, ou faire quelque dommage en quelque manière que ce pût être. Que S. M. I. & l'Empire, & S. M. T. ne protègent ou aident, en quelque sorte que ce soit, les Sujets rebelles ou désobéissans à l'une ou l'autre; mais au contraire, qu'Elles procurent sérieusement l'utilité, l'honneur, & l'avantage l'une de l'autre; nonobstant toutes Promesses, Traitez ou



ou Alliances contraires, faites ou à faire, en quelque sorte que ce soit.

II. Qu'il y ait de part & d'autre un perpétuel Oubli & Amnistie de tout ce qui a été fait depuis le commencement de cette Guerre, en quelque maniere & en quelque lieu que les hostilités se soient exercées ; de sorte que pour aucune de ces choses, ni sous quelque prétexte que ce soit ; on ne fasse dorénavant l'un à l'autre, ni ne souffre faire aucun tort, directement, ni par voye de fait, ni au dedans, ni au dehors de l'étendue de l'Empire & des Pais Héréditaires de S. M. I. & du Royaume de France, nonobstant tous l'actes faits au contraire auparavant ; mais que toutes les injures qu'on a reçu de part & d'autre, en paroles, écrits, actions, hostilités, dommages & dépenses, sans aucun égard aux personnes & aux choses, soient entièrement abolies, de maniere que tout ce que l'un pourroit demander & prétendre sur l'autre à cet égard soit entièrement oublié.

III. Les Traitez de *Westphalie*, de *Nimegue* & de *Ryswick* sont considerez comme la Base & le Fondement du présent Traité, & en consequence, immédiatement après l'échange des Ratifications, lesdits Traitez seront entièrement exécutez à l'égard du Spirituel & du Temporel, & seront observez inviolable-

blement à l'avenir, si ce n'est en tant qu'il y sera expressement dérogé par le présent Traité ; en sorte que tout sera rétabli generalement dans l'Empire & ses Appartenances, ainsi qu'il a été prescrit par le susdit Traité de *Ryswick*, tant par rapport aux changemens qui ont été faits pendant cette Guerre, ou avant, qu'à l'égard de ce qui n'a pas été exécuté, s'il se trouve effectivement que quelque Article soit demeuré sans exécution, ou que l'exécution faite ait été changée depuis.

IV. Conformement au susdit Traité de *Ryswick*, S. M. T. C. rendra à l'Empereur la Ville & Forteresse du Vieux *Brisack*, entièrement & dans l'état où elle est à présent, avec les Greniers, Arsenaux, Fortifications, Remparts, Murailles, Tours, & autres Edifices publics & particuliers, & toutes les Dependances situées à la droite du *Rhin* ; laissant au Roi T. C. celles qui sont à la gauche, nommement le Fort appellé le *Mortier* ; le tout aux Clausés & Conditions portées par l'Article XX. du Traité conclu à *Ryswick* au mois d'Octobre 1697., entre le défunt Empereur *Leopold* & le Roi T. C.

V. Sa M. T. C. rend pareillement à S. M. I. & à la Sérénissime Maison d'Autriche, la Ville & Forteresse de *Fribourg*, de même que le Fort de *St. Pierre*, le Fort



Fort apellé de l'*Etoile*, & tous les autres Forts construits, ou reparez là ou ailleurs dans la *Forêt-Noire*, ou dans le reste du *Brisgaw*; le tout en l'état où il est présentement, sans rien demolir ou deteriorer, avec les Villages de *Lebern*, *Merzhausen* & *Kirchzarten*, & avec tous leurs Droits, Archives, Ecritures & Documens écrits, lesquels y ont été trouvez lors que S. M. T. C. s'en est misse dernierement en possession, soit qu'ils soient encore sur les lieux, soit qu'ils aient été transportez ailleurs, saut & reservé le Droit Diocesain, & autres Droits & Revenus de l'Evêche de *Constance*.

VI. Le Fort de *Kehl* construit par S. M. T. C. à la droite du *Rhin*, au bout du Pont de *Strasbourg*, sera pareillement rendu par Elle à l'Empereur & à l'Empire, en son entier sans en rien demolir, & avec tous ses Droits & Dependances.

Quant au Fort de la *Pile*, & autres construits dans les Isles du *Rhin* sous *Strasbourg*, ils seront entierement razez aux dépens du Roi T. C., sans qu'ils puissent être rétablis ci-après par l'un ou par l'autre Parti: Lesquelles cessions, demolition des Places & Fortifications ci-dessus énoncées, seront faites dans les termes portez par les Articles suivans, c'est-à dire, à compter du jour de l'échan-

121

change des Ratifications du Traité de Paix solennel ou general entre S. M. I. l'Empire & S. M. T. C.; la Navigation & autres usages du Fleuve demeurant libres & ouverts aux Sujet des deux Partis, & à tous ceux qui voudront y passer, naviger, ou transporter leurs Marchandises, sans qu'il soit permis à l'un ou l'autre de rien entreprendre pour détourner ledit Fleuve, & en rendre en quelque sorte le Cours & la Navigation on autres usages plus difficiles, moins encore d'exiger de nouveaux Droits, Impôts ou Péages, ou augmenter les anciens, d'obliger les Bateaux d'aborder à une Rive plutôt qu'à l'autre, d'y exposer leurs Charges & Marchandises, ou d'y en recevoir, mais le tout sera toujours à la liberté de chaque Particulier.

VII. Lesdits Lieux, Châteaux & Fortereses de *Brisac*, *Fribourg* & *Kehl* seront rendus à S. M. I. & à l'Empire, avec toutes leurs Jurisdinctions, Appartenances & Dependances, comme aussi avec leurs Artileries & Munitions qui se sont trouvées dans lesdites Places, lors que S. M. T. C. les a occupées pendant cette Guerre, suivant les Inventaires qui en ont été faits, & seront delivrez sans aucune reserve, ni exception, & sans en rien retenir, de bonne foi & sans aucun retardement, empêchement ou prétexte, à ceux qui après l'échange  
des



des Ratifications du présent Traité & celui des Ratifications du Traité de Paix solennel ou general entre S. M. T. C. seront établis & deputez spécialement pour cet effet par S. M. I. seule, ou selon la difference des lieux par Elle & par l'Empire, & en auront fait aparoir leurs Plein-pouvoirs aux Intendants, Gouverneurs, ou Officiers François des lieux qui doivent être rendus; en sorte que lesdites Villes, Citadelles, Forts & Lieux, avec tous leurs Privileges, Utilitez, Revenus & Emolumens, & autres choses quelconques y comprises, retournent sous la juridiction, possession actuelle & absolue Puissance & Souveraineté de S. M. I., de l'Empire & de la Maison d'Autriche, ainsi qu'ils leur ont appartenu autrefois, & ont été possedez depuis par S. M. T. C., sans que sadite Majesté T. C. retienne ou se reserve aucun droit ou prétension sur les Lieux susdits & sur leurs Jurisdicions.

Il ne sera rien exigé non plus pour les fraix & dépenses employées aux Fortifications & autres Edifices publics ou particuliers. La pleine & entiere restitution ne pourra être différée, pour quelque cause que ce soit, dans les termes qui seront preferits ci-après, en sorte que les Garnisons Françaises en sortent entierelement, sans molester, ni vexer les Citoyens & Habitans, leur causer quelque

perte

perte ou quelques peines, non plus qu'aux autres Sujets de S. M. I. ou de l'Empire sous prétexte de dettes ou de prétentions, de quelque nature qu'elles puissent être.

Il ne sera pas permis non plus aux Troupes Françaises de demeurer plus long-tems, au delà des termes qui seront stipulez ci-après, dans les Lieux qui doivent être rendus, ou autres quelconques, qui n'appartiendront pas à S. M. T. C., d'y établir des quartiers d'Hiver, ou quelque séjour, mais seront obligées de se retirer incessamment sur les Terres appartenantes à sadite Majesté.

VIII. Sa M. T. C. promet pareillement de faire raser à ses dépens les Fortifications construites vis-à-vis *Hunningue* sur la droite & dans l'Isle du *Rhin*, de même que le Pont construit en cet endroit sur le *Rhin*, en rendant les Fonds & Edifices à la Famille de *Baden*: Comme aussi le Fort de *Sellingue*, les Forts qui se trouvent dans les Isles entre lesdits Forts de *Sellingue* & le *Fort-Louis*; & quant au Terrain du Fort démoli, il sera rendu avec les maisons à la Famille de *Baden*: De détruire la partie du Pont, qui conduit dudit Fort de *Sellingue* au *Fort-Louis*, & le Fort bâti à la droite du *Rhin* vis-à-vis ledit *Fort-Louis*, sans qu'ils puissent désormais être rétablis par aucun des Partis, bien entendu que le

*Fort-*



*Fort-Louis* & l'Isle demeureront au pouvoir du Roi T. C. : Generalement Sadite M. T. C. promet de faire raser à ses dépens, tous les Forts, Retranchemens, Lignes & Ponts specifiez dans le Traité de *Ryswick*, & que S. M. aura fait construire depuis ladite Paix de *Ryswick*, soit le long du *Rhin*, dans le *Rhin*, ou ailleurs dans l'Empire & ses appartenances, sans qu'il soit permis de les rétablir.

IX. Le Roi T. C. s'engage & promet pareillement de faire évacuer le Château de *Bitsh* avec toutes ses appartenances, comme aussi le Château de *Hombourg*, en faisant auparavant raser les Fortifications pour n'être plus rétablies; en sorte néanmoins, que lesdits Châteaux, & les Villes qui y sont jointes, n'en reçoivent aucun dommage, mais demeurent totalement en leur entier.

X. Trente jours après que les Ratifications du Traité de Paix général ou solennel, à faire entre S. M. I., l'Empire & Sa M. T. C., auront été échangées, & même plutôt si faire se peut, les Places & Lieux fortifiez, tant ci-dessus nommez, que generalement tous ceux qui doivent être rendus suivant le présent Traité, relatif à celui de *Ryswick*, dont les Articles seront tenus pour compris dans ce Traité, & executez ponctuellement de même que s'ils se trou-

voient

voient ici inserez de mot à mot, seront remis entre les mains de ceux qui seront autorisez pour cet effet par l'Empereur & l'Empire, ou par les autres Princes particuliers, qui devront les posséder en vertu du Traité de *Ryswick*, sans qu'il soit permis de rien démolir des Fortifications ni des Edifices publics ou particuliers, & sans rien détériorer de l'état où ils se trouvent présentement, ni rien exiger pour les dépenses faites dans lesdits Lieux, ou à leur occasion. Seront aussi rendues en même tems toutes les Archives & Documens appartenans, soit à Sa M. I. ou aux Etats de l'Empire, soit aux Places & Lieux que Sa M. T. C. s'engage de remettre.

XI. Comme l'intention du Roi T. C. est d'accomplir, le plus promptement qu'il sera possible, les conditions du présent Traité, Sa M. promet, que les Places & Lieux, qu'Elle s'engage à faire démolir à ses dépens, le seront; savoir les plus considerables, dans le terme de deux mois au plus tard après l'échange des Ratifications du Traité général ou solennel à faire entre Sa M. I., l'Empire, & Sa M. T. C., & les moins considerables dans l'espace d'un mois, à compter aussi de l'échange des Ratifications.

XII. Et comme Sadite M. T. C. veut véritablement & de bonne foi rétablir une sincere union avec l'Empereur & l'Empi-

*Tome LVI,*

S

re,



re, Elle promet & s'engage, lors qu'Elle traitera avec les Electeurs, Princes & Etats au Congrès général avec l'Empereur & l'Empire, de leur rendre, aussi bien qu'aux Sujets, Cliens & Vassaux dudit Empire, tant Ecclesiastiques que Seculiers, & généralement à tous ceux qui sont nommez & compris dans la Paix de *Ryswick*, quoi qu'ils ne soient pas ici nommément exprimez, les Etats, Places, Biens, dont Elle se seroit mise en possession pendant le cours & à l'occasion de la presente Guerre, soit par la voye des Armes, par confiscation, ou de telle autre maniere que ce puisse être, comme aussi d'exécuter pleinement & ponctuellement toutes les Clauses & Conditions du Traité de *Ryswick*, auxquelles il n'aura pas été expressement déroge par le présent Traité, s'il y en a quelque une qui n'ait pas été exécutée depuis la conclusion de la Paix de *Ryswick*.

XIII. Réciproquement, Sa M. I. voulant témoigner le desir qu'Elle a de contribuer à la satisfaction de Sa M. T. C., & d'entretenir désormais avec Elle une amitié sincere & une intelligence parfaite, & en vertu de la Paix de *Ryswick*, rétablie par ce present Traité, consent que la Ville de *Landau* avec ses dépendances, consistant dans les Villages de *Nusdorff*, *Danheim* & *Queichem* avec leurs Bans, ainsi que le Roi T. C. en jouis-

soit

soit avant la Guerre, demeure fortifié à Sa M. T. C.; Sa M. I. se faisant fort d'en obtenir le consentement & l'approbation de l'Empire, quand il sera question de dresser & de conclure le Traité de Paix solennel ou général entre Sa M. I., l'Empire, & Sa M. T. C.

XIV. La Maison de *Branswick Hanover* ayant été élevée par l'Empereur, du consentement de l'Empire, à la Dignité Electorale, Sa M. T. C. reconnoitra, en vertu de ce Traité, cette Dignité Electorale dans ladite Maison.

XV. Pour ce qui est de la Maison de *Baviere*, Sa M. I. & l'Empire consentent, par les motifs de la tranquillité publique, qu'en vertu du present Traité, & du Traité général & solennel à faire avec l'Empereur & l'Empire, le Seigneur *Joseph-Clement*, Archevêque de *Cologne*, & le Seigneur *Maximilien-Emanuel* de *Baviere*, soient rétablis généralement & entièrement dans tous leurs Etats, Rangs, Prérogatives, Régaux, Biens, Dignitez Electorales & autres, & dans tous les Droits, en la maniere qu'ils en ont joui, ou pû jouir avant cette Guerre, & qui appartenoient à l'Archevêché de *Cologne* & autres Eglises nommées ci après, ou à la Maison de *Baviere*, médiatement, ou immédiatement.

Ils pourront envoyer avec les Plein-pouvoirs & sans caractère au Congrès du

S 2

Traité



Traité général ou solennel à faire entre Sa M. I., l'Empire & Sa M. T. C. pour y négocier & veiller à leurs intérêts, sans aucun obstacle, aussi-tôt que les Conférences commenceront. Pour cet effet, leurs seront aussi rendus de bonne foi tous les Meubles, Pierrieres, Bijoux & autres effets de quelque nature qu'ils puissent être, comme aussi toutes les Munitions & Artilleries spécifiées dans les Inventaires autentiques que l'on produira de part & d'autre, c'est-à-dire toutes celles qui peuvent avoir été ôtées par l'ordre de l'Empereur & de ses Prédécesseurs de glorieuse mémoire, depuis l'occupation de la Bavière, de leurs Palais, Châteaux, Villes, Forteresses & Lieux quelconques, qui leur ont appartenu, & qui leur apartiendront, à l'exception de l'Artillerie, qui apartenoit aux Villes & Etats voisins, qui leur a été restituée, & pareillement toutes les Archives & Papiers seront restitués.

Et sera le Seigneur Archevêque de Cologne rétabli en son Archevêché de *Cologne*, ses Evêchez de *Hildesheim*, de *Ratisbonne*, de *Liège* & de la Prépositure de *Berchtoligaden*, sans qu'aucune raison des procès ou prétentions puissent en façon quelconque alterer la restitution totale. Sauf pourtant les Droits de ceux, qui pourroient en avoir, lesquels il leur sera permis, après que les deux Electeurs

y auront été actuellement rétablis, de poursuivre, comme avant la présente Guerre par les voyes de Justice établies dans l'Empire. Sauf aussi les Privilèges des Chapitres & Etats de l'Archevêché de *Cologne*, & des autres Eglises, établis précédemment suivant leurs Unions, Traitez & Constitutions.

Et quant à la Ville de *Bonn*, en tems de Paix il n'y aura point de Garnison du tout, mais la garde en sera confiée aux Bourgeois de la Ville; Et quant à celle du Corps & du Palais, elle sera restreinte dans les simples Compagnies de ses Gardes, dont il conviendra avec Sa M. I. & l'Empire; bien entendu pourtant, que dans un tems de Guerre, ou aparence de Guerre, Sa M. I. & l'Empire puissent y mettre autant de Troupes que la raison de Guerre le demandera, conformément aux Loix & Constitutions de l'Empire: Bien entendu aussi, que moyennant cette restitution totale, lesdits deux Seigneurs de la Maison de Bavière renonceront pour toujours, & seront censez déchûs dès à present de toutes prétentions, satisfactions, ou dédommagemens quelconques, qu'ils voudroient prétendre contre l'Empereur, l'Empire, & la Maison d'Autriche pour raison de la présente Guerre, sans pourtant que cette renonciation déroge en aucune maniere aux anciens Droits & Prétentions



qu'ils pourront avoir eu avant cette Guerre, lesquels il leur sera permis de poursuivre comme ci devant par les voyes de Justice établies dans l'Empire, de sorte pourtant, que cette restitution totale ne leur donne aucun nouveau droit contre qui que ce soit: renonceroit aussi, & sont pareillement censez déchués dès à présent, de toutes Prétentions, Satisfactions, ou Dédommagemens quelconques, tous ceux qui voudront former des prétentions pour raison de la presente Guerre contre la Maison de Bavière & les susdits Archevêchez, Evêchez & Prévôté.

En vertu de cette restitution totale, les susdits Seigneurs Joseph. Clement, Archevêque de Cologne, & Maximilien-Emanuel de Bavière rendront obéissance, & garderont fidélité à Sa M. I., de même que les autres Electeurs & Princes de l'Empire, & seront tenus à demander & à prendre dièment de Sa M. I., le renouvellement de l'Investiture de leurs Electorats, Principautez, Fiefs, Titres & Droits, dans la maniere & tems prescrits par les Loix de l'Empire, & tout ce qui est arrivé de part & d'autre pendant cette Guerre mis à perpetuité dans un entier oubli.

XVI. Les Ministres Officiers, tant Ecclesiastiques que Militaires, Politiques & Civils, de quelque condition qu'ils soient, qui auront servi en l'un ou en l'autre Parti,

Parti, même ceux qui peuvent être Sujets & Vassaux de Sa M. I., de l'Empire & de la Maison d'Autriche, aussi bien que tous les Domestiques quelconques de la Maison de Bavière & du Seigneur Archevêque de Cologne, seront pareillement rétablis dans la possession de tous leurs Biens, Charges, Honneurs & Dignitez, comme avant la Guerre, & jouiront d'une Amnistie générale de tout ce qui a précédé, moyennant & à condition que cette même Amnistie soit entièrement réciproque envers ceux de leurs Sujets, Vassaux, Ministres ou Domestiques, qui auront suivi pendant cette Guerre le Parti de Sa M. I. & de l'Empire, lesquels ne pourront pour ce sujet être molestez ou inquietez en maniere quelconque.

XVII. Quant au tems, auquel la restitution totale spécifiée dans les deux Articles précédens doit se faire, il sera limité dans le Traité général ou solennel à faire entre l'Empereur, l'Empire & le Roi T. C., à 30. jours après l'échange des Ratifications dudit Traité, ainsi qu'il a été convenu dans l'Article X., pour l'évacuation des Places & Lieux que Sa M. T. C. promet de rendre à Sa M. I. & à l'Empire; de maniere que l'un & l'autre, comme aussi la restitution à l'Empereur des Etats & Pais que la Maison de Bavière possède presentement aux Pais-

S 4

Bas,



Bas, se feront en même tems.

XVIII. Si la Maison de Bavière, après son rétablissement total, trouve qu'il lui convient de faire quelques changemens de ses Etats contre d'autres, Sa M. T. C. ne s'y opposera pas.

XIX. Sa M. T. C. ayant remis & fait remettre aux Etats Généraux des Provinces Unies, en faveur de la Maison d'Autriche, tout ce que sadite Majesté ou ses Alliez possédoient encore des *Païs-Bas* communément appelez *Espagnols*, tels que le feu Roi d'Espagne Charles II. les a possédez ou dû posséder, conformément au Traité de *Ryswick*, Sa M. T. C. consent que l'Empereur entre en possession desdits *Païs-Bas Espagnols*, pour en jouir lui, ses Héritiers & Successeurs, désormais & à toujours, pleinement & paisiblement, selon l'ordre de Succession établi dans la Maison d'Autriche; sauf les Conventions que l'Empereur fera avec lesdits Etats Généraux des Provinces-Unies touchant leur Barrière & la reddition des susdites Places & Lieux: Bien entendu que le Roi de Prusse retiendra du haut *Quartier de Gueldres*, tout ce qu'il y possède & occupe actuellement, savoir la Ville de *Gueldres*, la Préfecture, le Bailliage, & le bas Bailliage de *Gueldres*, avec tout ce qui y appartient & en dépend, comme aussi spécialement les Villes, Bailliages & Seigneuries de *Stralen*,

*len, Wachtendonck, Midelaar, Walbeck, Aertsen, Afferden & de Weel*, de même que *Raey & Klein Kevelaar*, avec toutes leurs Apartenances & Dépendances. De plus, il sera remis audit Roi de Prusse, l'Ammanie de *Krickenbeck*, avec tout ce qui y appartient & en dépend, & le Païs de *Kessel* pareillement avec toutes ses Apartenances & Dépendances, & généralement tout ce que contient ladite Ammanie & ledit District, sans en rien excepter, si ce n'est *Erckelens* avec ses Apartenances & Dépendances, pour le tout appartenir audit Roi & aux Princes ou Princesses ses Heritiers ou Successeurs, avec tous les Droits, Prérogatives, Revenus & Avantages, de quelque nom qu'ils puissent être appelez, en la même qualité & de la même maniere que la Maison d'Autriche, & particulièrement le feu Roi d'Espagne, les a possédez, toute-fois avec les Charges & Hypotheses, la conservation de la Religion Catholique Romaine, & des Privileges des Etats.

XX. Et comme, outre les Provinces, Villes, Places & Forteresses qui étoient possédées par le feu Roi d'Espagne Charles II. au jour de son décès, le Roi T. C. a cédé, tant pour Sa M. T. C. même, que pour les Princes ses Hoirs & Successeurs nez & à naître, aux Etats Généraux, en faveur de la Maison d'Autriche,

S s

triche,



triche, tout le Droit qu'Elle a eu, ou pourroit avoir sur la Villé de *Menin*, avec toutes les Fortifications & avec la Verge, sur la Ville & Citadelle de *Tournay* avec tout le Tournésis, sans se rien réserver de son Droit la dessus, ni sur aucune de leurs Dépendances, Appartenances, Annexes, Territoires & Enclavemens, Sa M. consent que les Etats Généraux des Provinces-Unies rendent lesdites Villes, Places, Territoires, Dépendances, Appartenances, Annexes & Enclavemens à l'Empereur, aussi-tôt qu'ils en seront convenus avec Sa M. I., pour en jouir Elle, ses Héritiers & Successeurs pleinement, paisiblement & à toujours, aussi bien que des *Pais-Bas Espagnols* qui apartenoient au feu Roi d'Espagne Charles II. au jour de son décez: Bien entendu que ladite remise des *Pais-Bas Espagnols*, Villes, Places & Fortresses cedées par le Roi T. C. ne pourra être faite par lesdits Etats Généraux, qu'après l'échange des Ratifications des Traitez de Paix entre S. M. I., l'Empire & Sa M. T. C.: Bien entendu aussi que *Saint Amand* avec ses Dépendances, & *Mortagne* sans Dépendances, demeureront à ladite M. T. C., à condition néanmoins qu'il ne sera pas permis de faire à *Mortagne* aucune Fortification ni Ecluse, de quelque nature qu'elles puissent être.

XX.

XXI. Pareillement, le Roi T. C. confirme en faveur de l'Empereur & de la Maison d'Autriche, la cession que Sa M. a déjà faite en faveur de ladite Maison aux Etats Généraux des Provinces-Unies, tant pour Elle même, que pour les Princes ses Héritiers & Successeurs nez & à naître, de tous les Droits sur *Furnes & Furner-Ambacht*, y compris les huit Paroisses & le Fort de la *Knocque*, sur les Villes de *Loo & Dixmude* avec leurs Dépendances, sur la Ville d'*Ypres* avec sa Châtellenie, *Rouffelaar* y compris, & avec les autres Dépendances, qui seront désormais *Popperingbe, Warleton, Commynes, Warwick*, ces 3. dernières Places pour autant qu'elles sont situées du côté de la *Lis* vers *Ypres*, & ce qui dépend des Lieux ci dessus exprimez; desquels Droits ainsi cédez à l'Empereur, ses Héritiers & Successeurs, Sa M. T. C. ne se réserve aucun sur lesdites Villes, Places, Forts & Pais, ni sur aucune de leurs Appartenances, Dépendances, Annexes ou Enclavemens, consentant que les Etats Généraux puissent les remettre à la Maison d'Autriche, pour en jouir irrévocablement & à toujours, aussi-tôt qu'ils seront convenus avec Elle sur leur Barrière, & que les Ratifications des Traitez de Paix entre l'Empereur, l'Empire & Sa M. T. C. auront été échangées.

S 6

XXII.



XXII. La Navigation de la *Lis*, depuis l'embouchure de la *Deule* en remontant, sera libre, & il ne s'y établira aucun Péage ni Imposition.

XXIII. Il y aura de part & d'autre un ou bli, une Amnistie perpétuelle & réciproque de tous les torts, injures & offenses qui auront été commis de fait & de parole, ou en quelque manière que ce soit, pendant le cours de la présente Guerre, par les Sujets des *Pais-Bas Espagnols*, & des Places & Pais cédez ou restitués, sans qu'ils puissent être exposez à quelque recherche que se soit.

XXIV. Par le moyen de cette Paix, les Sujets de S. M. T. C. pourront, en gardant les Loix, coutumes & usages du Pais, aller, venir, demeurer, trafiquer, retourner, traiter, négocier ensemble comme bons Marchands, même vendre, changer, aliéner; ou autrement disposer des biens, Effets, Meubles & Immeubles, qu'ils ont, ou auront situés respectivement de part & d'autre, & chacun les y pourra acheter, Sujets on non Sujets, sans que pour cette vente ou achat, ils aient besoin de part ni d'autre de permission autre que le présent Traité.

Il sera aussi permis aux Sujets des Places & Pais réciproquement cédez ou restitués, comme aussi à tous les Sujets desdits *Pais-Bas Espagnols*, de sortir desdites Places *Pais-Bas Espagnols* pour aller de-

demeurer ou bon leur semblera, dans l'espace d'un an, avec la faculté de vendre à qui il leur plaira, ou de disposer autrement de leurs Effets, Biens, Meubles & Immeubles, avant & après leur sortie, sans qu'ils puissent en être empêchez directement ou indirectement.

XXV. Les mêmes Sujets de part & d'autre, Ecclesiastiques & Séculiers, Corps, Communauté, Universitéz & Colléges, seront rétablis tant en la jouissance des Honneurs, Dignitez, Benefices, dont ils étoient pourvus avant la Guerre, qu'en celle de tous & chacuns leurs Droits, Biens, Meubles & Immeubles, Rentes saisies ou occupées à l'occasion de la présente Guerre, ensemble leurs Droits, Actions & Successions à eux survenues, même depuis la Guerre commencée, sans toutefois rien demander des fruits & Revenus perçus & échus pendant le cours de la présente Guerre, jusqu'au jour de la publication du présent Traité; lesquels rétablissements se feront réciproquement, nonobstant toute donation, concession, déclaration, confiscation, Sentence donnée par contumace, les parties non ouïes, qui seront nuls & de nul effet, avec une liberté entière auxdites parties de revenir dans les Pais d'où elles se sont retirées pour & à cause de la Guerre, pour jouir de leurs Biens & Rentes en personne, ou par



Procureurs, conformément aux Loix & coutumes des Pais & Etats, dans lesquels rétablissens sont aussi compris ceux, qui la dernière Guerre, ou à son occasion, auront suivi le Parti des deux Puissances contractantes: néanmoins, les Arrêts & Jugemens rendus dans les Parlemens, Conseils, & autres Cours superieures ou inférieures, & auxquelles il n'aura pas été expressement derogé par le présent Traité, auront lieu, & ceux qui en vertu deldits Arrêts & Jugemens se trouveront en possession des Terres, Seigneuries & autres Biens, y seront maintenus, sans préjudice toutefois aux Parties qui se croiront lésées par lesdits Jugemens & Arrêts, de se pourvoir par les voyes ordinaires & devant les Juges compétens.

XXVI. Et à l'égard des Rentes affectées sur la Généralité de quelques Provinces des *Pais-Bas*, dont une partie se trouvera possédée par S. M. T. C., S. M. I. ou autres, il a été convenu & accordé que chacun payera sa quote-part, & seront nommez des Commissaires pour régler la portion qui se payera de part & d'autre.

XXVII. Comme dans les Pais, Villes & Places des *Pais-Bas Catholiques*, que le Roi T. C. cede à l'Empereur, plusieurs Bénéfices ont été conferez par S. M. T. C. à des personnes capables, lesdits Bénéfices ainsi accordez seront laissés

seuz à ceux qui les possèdent présentement, & tout ce qui concerne la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, y sera maintenu dans l'état ou les choses étoient avant la Guerre, tant à l'égard des Magistrats, qui ne pourront être que Catholiques Romains comme par le passé, qu'à l'égard des Evêques, Chapitres, Monastères, des Biens de d'Ordre de *Malthe*, & generalement de tout le Clergé, lesquels seront tous maintenus & restitués dans toutes leurs Eglises, Libertez, Franchises, Immunités, Droits, Prerogatives & Honneurs, ainsi qu'ils l'ont été sous les précédens Souverains Catholiques Romains: Tous & chacun dudit Clergé pourvus de quelques Biens Ecclesiastiques, Commanderies, Canoncats, Personnats, Prévôtés & autres Bénéfices quelconques, y demeureront sans en pouvoir être dépossédés, jouiront des Biens & Revenus en provenans, & les pourront administrer & percevoir comme auparavant; comme aussi les Pensionnaires jouiront comme par le passé de leurs Pensions assignées sur les Bénéfices, soit qu'elles soient créées en Cour de Rome, ou par des Brevets expédiés avant le commencement de la présente Guerre, sans qu'ils en puissent être frustrés pour quelque cause & prétexte que ce soit.

XXVIII. Les Communautés & Habitans de toutes les Places, Villes & Pais que



que S. M. T. C. cede dans le *Pais-Bas Catholique* par le présent Traité, seront conservez & maintenus dans la libre jouissance de tous leurs Privilèges, Prérogatives, Coûtumes, Exemtions, Droits, Octrois communs & particuliers, Charges & Offices héréditaires, avec les mêmes Honneurs, Gages, Emolumens & Exemtions, ainsi qu'ils en ont joui sous la Domination de S. M. T. C.; ce qui doit s'entendre uniquement des Communautés & Habirans des Places, Villes & Pais que S. M. a possédé immédiatement après la conclusion du Traité de *Ryswick*, & non des Places, Villes & Pais que possédoit le feu Roi d'Espagne Charles II. au tems de son décès, dont les Communautés & Habitans seront conservez dans la jouissance des Privilèges, Prérogatives, Coûtumes, Exemtions, Droits, Octrois communs & particuliers, Charges & Offices héréditaires, ainsi qu'ils les possédoient lors de la mort dudit feu Roi d'Espagne.

XXIX. Pareillement, les Benefices Ecclesiastiques, médiats ou immédiats, qui auront été durant la présente Guerre conferez par l'un des Partis dans les Terres ou Lieux qui lui étoient alors Sujets, à des personnés capables, selon la Regle de leur première Institution, Statuts légitimes, generaux ou particuliers, faits sur ce sujet, ou par quelques autres Dis-

po

positions Canoniques faites par le Pape, lesdits Benefices Ecclesiastiques seront laissez aux présens Possesseurs, en sorte qu'aucun ne les puissent ou doivent désormais troubler ou empêcher dans la possession & légitime administration d'eux, ni dans la perception des Fruits, ni être à leur occasion, ou quelque autre raison, passée ou présente, apellez ou citez en Justice, ou en quelque autre sorte inquiérez ou molestez à ce sujet, à condition néanmoins qu'ils s'acquittent de ce à quoi ils sont tenus en vertu desdits Benefices.

XXX. S. M. I. & S. M. T. C. ne pourront, pour aucun sujet, interrompre désormais la Paix qui est établie par le présent Traité, reprendre les Armes, & commencer, sous quelque prétexte que ce soit, aucun acte d'hostilité l'un contre l'autre; mais au contraire, Elles travailleront sincerement & de bonne foi, comme Amis véritables, à affermir de plus en plus cette amitié mutuelle, & bonne intelligence si nécessaire pour le bien de la Chrétienté. Et d'autant que le Roi T. C., sincerement reconcilié avec S. M. I., ne veut désormais lui causer aucun trouble ni préjudice, S. M. T. C. promet & s'engage de laisser jouir S. M. I. tranquillement & paisiblement de tous les Etats & Lieux qu'Elle possède actuellement, & qui ont été ci-devant possédez par les Rois de la Maison d'Autriche en *Italie*;

sa-



savoir du Royaume de *Naples*, ainsi que S. M. I. le possède actuellement; du Duché de *Milan*, ainsi que S. M. I. le possède aussi actuellement; de l'Isle & Royaume de *Sardaigne*; comme aussi des Ports & Places sur les Côtes de *Toscane*, que sadite M. I. possède actuellement, & qui ont été possédés ci-devant par les Rois d'Espagne de la Maison d'Autriche; ensemble de tous les Droits attachez aux susdits Païs d'*Italie*, que sadite M. I. possède, ainsi que les Rois d'Espagne les ont exercés depuis Philippe II. jusqu'au Roi dernier décédé; sadite M. T. C. donnant sa Parole Royale de ne jamais troubler ni inquiéter l'Empereur & la Maison d'Autriche dans cette possession, directement, sous quelque prétexte, ou par quelque voye que ce puisse être, ni de s'opposer à la possession que S. M. I. & la Maison d'Autriche, a ou pourra avoir à l'avenir, soit par Négociation, Traité, ou autre voye légitime & paisible; en sorte toutefois, que la Neutralité d'Italie n'en soit point troublée; L'Empereur promettant & engageant sa parole de ne point troubler ladite Neutralité & le repos d'Italie, & par conséquent de ne employer la voye des Armes pour quelque cause ou pour quelque occasion que ce soit; mais au contraire de suivre & observer ponctuellement les engagements que S. M. I. a pris dans le Traité de Neutralité con-

conclu à *Utrecht* le 14. de Mars de l'Année 1713., lequel Traité sera centé comme repeté ici, & sera exactement observé par S. M. I., pourvu que de l'autre part l'observation en soit reciproque, & qu'Elle n'y soit point attaquée, sadite M. I. s'engageant pour le même effet à laisser jouir paisiblement chaque Prince en Italie, des Etats dont il est actuellement en possession, sans que cela puisse préjudicier aux Droits de Personne.

XXXI. Pour faire gouter aux Princes & Etats d'Italie les fruits de la Paix entre l'Empereur & le Roi T. C., la Neutralité non seulement y sera exactement gardée, mais sera aussi rendue bonne & prompte justice par S. M. I. aux Princes ou Vassaux de l'Empire pour les autres Places, Païs & Lieux en Italie, qui n'ont point été possédés par les Rois d'Espagne de la Maison d'Autriche, & sur lesquels lesdits Princes pourroient avoir quelque prétention légitime, savoir aux Ducs de *Guastalla*, Pico de la *Mirandole*, & au Prince de *Castiglione*, sans pourtant que cela puisse interrompre la Paix & Neutralité d'Italie, ni donner sujet d'en venir à une nouvelle Guerre.

XXXII. Outre les susdites prétentions, le Maréchal Duc de Villars se trouvant chargé de plusieurs autres, pour lesquelles il auroit à insister au nom de S. M. T. C., savoir sur la prétention de Ma-

da-



dame la Duchesse Douairière d'*Elkeuf*, pour raison du Douaire, & conventions matrimoniales de la feuë Duchesse de *Mantouë* sa Fille; celle de Madame la Princesse des *Ursins*, la Princesse *Piombin*, & enfin le Duc de *Saint Pierre* sur la Principauté de *Sabionnette*: Et de l'autre côté, le Prince Eugene de Savoye se trouvant aussi chargé de plusieurs prétentions, sur lesquelles il auroit à insister au nom de S. M. I., savoir quelques prétentions de Monsieur le Duc de *Lotharingue*, outre celles qui sont comprises dans le Traité de *Ryswick*, & sous les Articles précédens relatifs audit Traité, celle du Duc de *Modene*, comme aussi celles de la Maison d'*Aremberg*, de la Maison de *Ligne*, & enfin du remboursement des Dettes, que les Trôupes Françaises ont laissé dans le Duché de *Milan*, lesquelles toutes demanderoient trop de tems pour être vuïdées dans ce Traité: On est convenu d'en remettre la discussion réciproquement aux Conférences, qui seront établies pour le Traité de Paix general ou solennel entre S. M. I., l'Empire & S. M. T. C., où il sera permis à chacun de représenter ses Droits, & de produire ses titres & raisons, lesquelles bien examinées, S. M. I. & S. M. T. C., promettent d'y avoir l'égard que demande la Justice, sans que pourtant cela puisse altérer ou retarder l'exécution de la Paix.

XXXIII.

XXXIII. La Conjoncture présente n'ayant pas laissé le tems à S. M. I. de consulter les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire sur les Conditions de la Paix, non plus qu'à ceux ci de consentir dans les formes ordinaires au nom de tout l'Empire aux Conditions du présent Traité, qui les regardent, S. M. I. promet que lesdits Electeurs, Princes & Etats enverront incessamment au nom de l'Empire des Plein-pouvoirs, ou bien une Députation de leur Corps, munie pareillement de leurs Plein pouvoirs, au lieu qui sera choisi pour travailler au Traité general ou solennel à faire entre l'Empereur, l'Empire, & le Roi T. C.; S. M. I. engageant sa parole, que ladite Députation, ou ceux qui seront chargés des Plein pouvoirs, consentiront au nom dudit Empire à tous les Points dont il est convenu entre Elle & S. M. T. C. par le présent Traité, lequel Elle s'engage & promet d'exécuter.

XXXIV. Comme il est porté par l'Article précédent, que les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire enverront au nom de l'Empire une Députation de leur Corps, ou bien leurs Plein-pouvoirs pour les Conférences du Traité de Paix general ou solennel à faire entre Sa M. I., l'Empire, & Sa M. T. C., dans le lieu qui sera choisi & destiné à cet effet, l'Empereur & le Roi T. C. conviennent

de



de fixer ce lieu dans un Païs Neutre, hors de l'Empire & du Royaume de France, & pour cet effet leurs Majestez ont jetté les yeux sur le Territoire de la Suisse, dans lequel il sera nommé par Sa M. I., ou par Sa M. T. C., 3. Villes pouten choisir une en la maniere suivante, Savoir, que Sa M. I. nommant & proposant lesdites 3. Villes, Sa M. T. C. fera le choix de celle qui servira pour les Conférences; ou réciproquement, si Sa M. T. C. propose les 3. Villes, Sa M. I. aura le choix de celle des 3. qu'Elle voudra préférer; lesquelles propositions & élections se feront en même tems que le présent Traité sera signé, en sorte qu'il n'y ait ni retardement, ni tems perdu pour traiter & conclure au plutôt la Paix generale & solennelle entre l'Empereur, l'Empire, & le Roi T. C., & que leurs Ministres Plénipotentiaires puissent s'assembler le 15. jour du mois d'Avril prochain, ou le premier May prochain au plus tard, dans le lieu destiné pour y tenir les Conférences; pendant lesquelles tous les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire qui, outre ce qui leur revient par l'exécution stipulée ci dessus des Articles du Traité de *Ryswick*, auront des prétensions & raisons pour se faire comprendre particulièrement dans le Traité de Paix generale à faire, pourront les produire, pour lesquelles Sa M.

T.

T. C. promet d'avoir l'égard que demande la Justice: Néanmoins, pour que la fin desdites Conférences ne soit pas retardée, on est convenu de part & d'autre, qu'elles ayent à se terminer par la conclusion du Traité general ou solennel dans 2. mois, ou 3. au plus tard, à compter du premier jour que commenceront les Conférences.

XXXV. Au moment que le présent Traité de Paix aura été signé, toutes hostilités & violences cesseront de la part de l'Empereur & de l'Empire, aussi bien que de celle du Roi T. C.; & du jour de l'échange des Ratifications, Sa M. T. C. n'exigera plus des Etats de l'Empereur & de l'Empire, ni contributions, ni impositions des fourrages pour les Troupes, non plus que Sa M. I. & l'Empire n'en exigeront des Etats de Sa M. T. C.; & cesseront generalement toutes autres demandes réciproques, faites à l'occasion de la présente Guerre, tant de la part de Sa M. I. & de l'Empire, que de Sa M. T. C.

Les Prisonniers, tant d'Etat que de Guerre de part & d'autre, seront renvoyez sans rançon; & 15. jours après l'échange des Ratifications du présent Traité, chaque Prince retirera ses Troupes du plat-Païs dans ses propres Etats, S. M. I. s'engageant à retirer aussi dans le même tems ses Troupes, & de faire aussi



aussi retirer celles de l'Empire du plat-Païs de l'Archevêché de Cologne & de la Bavière, lesquels Païs. & Etats au reste seront restitués dans la forme & terme, spécifiez par les Articles XV., XVI., XVII., & XVIII.

XXXVI. Le Commerce défendu durant la Guerre entre les Sujets de Sa M. I., de l'Empire & ceux de Sa M. T. C., sera rétabli aussi tôt après l'échange des Ratifications du présent Traité, avec la même liberté qu'il étoit avant la Guerre, & jouiront tous & chacun, particulièrement les Citoyens & Habitans des Villes Anseatiques, de toute sorte de sûreté par Mer & par Terre, conformément à l'Article LII. de la Paix de Ryf-wick.

XXXVII. Le présent Traité sera ratifié par l'Empereur & par le Roi T. C., & l'échange des Ratifications sera fait au Palais de Rastad dans l'espace d'un mois, à compter du jour de la signature, ou plutôt si faire se peut. En foi de quoi les susdits Ambassadeurs Extr. & Plénipotentiaires, tant de Sa M. I. que de Sa M. T. C., ont soussigné le présent Traité de leurs propres mains, & y ont apolé les sceaux de leurs Armes. Fait au Palais de Rastad ce 6. Mars 1714.

EUGENE DE SAVOYE.

LE MAR. DUC DE VILLARS.  
(En

Premier Article séparé.

Comme dans les Titres, que S. M. I. employe, soit dans ses Plein-pouvoirs, soit dans le préambule du Traité qui doit être signé ce-jourdhui entre le Prince Eugene de Savoye & le Maréchal Duc de Villars, Ambassadeurs Extr. & Plénipotentiaires de Leurs M. I. & T. C., quelques-uns desdits Titres ne peuvent être reconnus par Sa M. T. C., il a été convenu entre lesdits Ambassadeurs Extr. & Plénipotentiaires par cet Article séparé & signé par Eux avant ledit Traité, que les qualitez prises ou omises de part & d'autre, ne donneront nul Droit, & pareillement ne causeront nul préjudice à l'une ou à l'autre des Parties Contractantes; & le présent Article séparé aura la même force, que s'il étoit inséré mot à mot dans le Traité de Paix. Fait au Palais de Rastad ce 6. Mars 1714.

EUGENE DE SAVOYE.

LE MAR. DUC DE VILLARS.

Deuxième Article séparé.

Le présent Traité, par les raisons mentionnées dans l'Article XXXII., ayant été commencé, poursuivi & achevé sans les solennitez & formalitez requises &

Tome LVI.

T

usi-



434 *Mercuré Historique* & usitées à l'égard de l'Empire, & composé, & rédigé en Langue Françoisé, contre l'usage ordinairement observé dans les Traitez entre Sa M. I., l'Empire, & Sa M. T. C., cette différence ne pourra être alleguée pour exemple, ni tirer à conséquence, ou porter préjudice en aucune manière à qui que ce soit; & l'on se conformera à l'avenir à tout ce qui a été observé jusqu'à présent dans de semblables occasions, tant à l'égard de la Langue Latine, que pour les autres formalitez, & nommément dans le Congrès & Traité général & solennel à faire entre S. M. I., l'Empire, & S. M. T. C.: le présent Traité ne laissant pas d'avoir la même force & vertu, que si toutes les susdites formalitez y avoient été observées, & comme s'il étoit en Langue Latine, & le présent Article séparé aura pareillement la même force, que s'il étoit inséré mot à mot dans de le Traité de Paix. Fait au Palais de Rastad ce 6. Mars 1714.

EUGENE DE SAVOYE.  
LE MAR. DUC DE VILLARS.

Troisième Article séparé.

**S**A Majesté Imperiale, conformément à l'Article XXXIV. du Traité conclu ce jourd'hui, ayant nommé & proposé pour le Lieu des Conférences du Traité de Paix général & solennel à faire entre Elle, l'Em-

Politique. Avril 1714. 435  
l'Empire & Sa M. T. C., les 3. Villes suivantes dans le Territoire de la Suisse, savoir Schaufhausen, Baden en Ergau, & Frauenfeld; & le Maréchal Duc de Villars n'ayant pu encore recevoir les ordres de Sa M. T. C., sur le choix de celle desdits 3. Villes qu'Elle voudra présenter, il promet de le faire savoir incessamment au Prince Eugene de Savoye par un Courier. Fait au Palais de Rastad ce 6. Mars 1714.

EUGENE DE SAVOYE.  
LE MAR. DUC DE VILLARS.

(Ensuite est inserée la Copie de la Ratification de Sa M. Imperiale, tant du Traité que des 3. Articles séparés, du 17. Mars 1714.)

IV. Suivant les derniers avis de Rastad, les Ratifications y étant arrivées de Vienne & de Versailles y furent échangées le 6. de ce mois. La Ville de Baden en Suisse a été choisie par le Roi de France, entre les trois que l'Empereur avoit nommées, pour la tenue du Congrès. Le Prince Eugene de Savoye & le Maréchal de Villars seront les 2. premiers Plénipotentiaires, l'un de la part de Sa M. I., & l'autre de celle de Sa M. Très Chrétienne; mais on assure qu'il ne se rendront au Congrès que vers la fin,

T 2 &



& lors qu'on fera prêt de signer, Les autres Plénipotentiaires du côté de l'Empereur feront le Comte de Goes & le Comte de Seilern, & du côté de la France le Comte du Luc Ambassadeur en Suisse & Mr. de la Houffaye, Intendant d'Alsace.

V. On mandoit du Haut-Rhin, qu'on y avoit été fort surpris de voir qu'au moment que la Paix venoit d'être signée, on avoit enlevé plusieurs Eglises aux Protestans des Evêchez de Metz, de Trèves, & de Worms; mais on a appris depuis, que l'Evêque de Metz avoit fait cette démarche sans ordre de la Cour seulement en vertu du IV. Article du Traité de Rîswick; desorte que les Eglises ont été rendues, au moins pour un tems, à ceux auxquels on les avoit ôtes.

On ajoûte que chacun pouvoit déjà voyager au deçà & au delà du Rhin sans Passeport; qu'on étoit occupé à razer les Lignes; & que les Troupes Impériales & Françoises alloient baïssér le Rhin, les premières pour s'approcher & prendre possession des Pais Bas à la Paix générale, & les autres pour remplir les Garnisons des Villes de France sur la même Frontière, ou pour être réformées.

VI. La modération des Cantons de Zurich & de Berne en se relâchant de plusieurs prétentions sur l'Abbé de St. Gal, a enfin produit la conclusion de la Paix

Paix entre ce Prélat & ces deux Liables Cantons. Le Traité en fut signé à Roschach le 24. du mois passé, & doit être ratifié dans deux mois.

Quelques avis de Berne portent que la plupart des Communaux du Canton d'Appenzel faisoient paroître quelques dispositions à introduire chez elles l'exercice de la Religion Protestante. M. Stanian Envoyé extr. de Sa M. Britannique partit le 16. du mois passé de cette Ville, après avoir été régalé d'une Chaîne d'Or de la part de Mrs. de la Régence de Berne.

On se trouve obligé, à cause de l'abondance des Pièces, qu'on doit insérer dans le Journal de ce mois, de renvoyer les Réflexions au mois prochain.

NOUVELLES DE  
FRANCE.

I. L'Affaire de la Constitution paroissant entièrement finie, nous commencerons cet Article par le reste des Pièces qui ont été publiées sur ce sujet par ordre de l'Assemblée du Clergé; à l'Exception néanmoins de la Constitution même, dont on a déjà donné le précis \*, & de la Lettre Pastorale de la

T 3

mê-

T 3

\* Voyez le Mercure de Novemb. 1713. pag. 538.



438 *Mercuré Historique &*  
même Assemblée, qui sont des Pièces  
trop étenduës pour la Capacité de ce  
Volume ; & qu'on peut de plus trouver  
très facilement ailleurs.

*Extrait du Procès Verbal de l'Assemblée des Cardinaux, Archevêques & Evêques, contenant l'Acte de l'acceptation faite par ladite Assemblée, de la Constitution, Unigenitus Dei Filius, &c.*

Du Mardi 23. Janvier 1714., à 3.<sup>h</sup>  
heures de relevée, à l'Archevêché.

*Monsieur le Cardinal de Noailles  
Président.*

L'Assemblée, le saint nom de Dieu invoqué, a déclaré.

1. Qu'elle a reconnu avec une extrême joye dans cette Constitution de nôtre saint Pere le Pape, la Doctrine de l'Eglise.

2. Qu'elle accepte avec soumission & avec respect la Constitution de nôtre saint Pere le Pape Clement XI. *Unigenitus Dei Filius*, en date du 8. de Septembre de l'année 1713., qui condamne le Livre intitulé, *Le Nouveau Testament en François, avec des Réflexions Morales sur chaque verset, &c.* à Paris 1799. ; & autrement, *Abregé de la Morale de l'Evangile, des Actes des Apôtres,*

*Politique. Avril 1714. 439*  
*tres, des Epîtres de saint Paul, des Epîtres Canoniques & de l'Apocalypse, ou, Pensées Chrétiennes sur le Texte de ces Livres sacrez, &c.* à Paris 1693. & 1694. & les 101. Propositions qui en ont été extraites.

3. Qu'elle condamne ce même Livre, & aussi les cent-une Propositions qui en sont tirées, de la même manière & avec les mêmes qualifications que le Pape les a condamnées.

4. Qu'il sera fait & arrêté par l'Assemblée, avant la séparation, un modèle d'Instruction Pastorale, que tous les Evêques qui la composent, feront publier dans leurs Diocèses, avec la Constitution traduite en François, afin qu'étant tous unis à la Chaire de saint Pierre, c'est-à-dire, au Centre de l'Unité, par l'uniformité des mêmes sentimens & des mêmes expressions, on puisse non-seulement étouffer les erreurs qui viennent d'être condamnées, mais encore prévenir les nouvelles disputes & prémunir contre les nouvelles interprétations des personnes mal intentionnés, dont on a déjà vu les effets par les Ecrits qu'ils ont répandus dans le public, depuis le commencement de l'Assemblée.

5. Qu'elle écrira à tous Messieurs les Archevêques & Evêques absens, qui sont sous la domination du Roi, & qu'elle leur enverra la Constitution,

T 4

un



un Extrait de la Délibération de l'Assemblée, & un exemplaire de l'Instruction Pastorale; qu'elle les exhortera de vouloir bien s'y conformer, & de défendre à tous les fidèles de leurs Diocèses, de lire, retenir ou débiter le Livre des *Réflexions Morales* & tous les Ecrits faits pour sa défense, sous les peines portées par la Constitution; & après que la Constitution aura été publiée, la faite enregistrer aux greffes de leurs Officialitez, pour y avoir recours, & pour être procédé par les voyes de droit contre les contrevenans.

6. Qu'elle écrira une Lettre à notre Saint Pere le Pape, pour le remercier du zèle qu'il a montré dans la condamnation d'un Ouvrage d'autant plus dangereux, qu'on y abuse des expressions de l'Ecriture Sainte & des Saints Peres, pour autoriser les erreurs qu'il renferme.

7. Qu'elle remerciera très-humblement Sa Majesté de la protection continuelle qu'elle accorde à l'Eglise, & du zèle qu'elle a toujours fait paroître pour extirper les erreurs; & qu'en présentant à Sa Majesté la présente Délibération & acceptation, Elle la suppliera de vouloir accorder ses Lettres patentes pour l'enregistrement & la publication de la Constitution dans toute l'étendue de son Royaume, & d'y faire insérer une clause pour y soumettre les prétendus Exemts;

&amp;

& d'ordonner que le Livre des *Réflexions Morales*, & tous les autres Ecrits faits pour sa défense, seront & demeureront supprimez, sous les peines accoutumées.

En conséquence de la présente Délibération, Monseigneur le Président a prié Monseigneur le Cardinal de Rohan, & Messieurs les Commissaires de se charger de faire l'Instruction, Pastorale, & les Lettres à Sa Sainteté & à Messieurs les Prélats absens.

*Extrait du Procès Verbal de l'Assemblée, contenant sa Délibération sur l'Instruction Pastorale.*

Du Jeudi 1. Février 1714.

*Monseigneur le Cardinal de Noailles  
Président.*

**M**onseigneur le Cardinal de Noailles ayant fini son Discours, Messieurs les Prélats, au nombre de 40. y compris Messieurs les Commissaires, ont opiné séparément suivant leur rang & leur séance, & ont déclaré qu'on ne pouvoit rien ajouter à la vérité, à l'exactitude & à la solidité de l'Instruction Pastorale; qu'ils y avoient reconnu, chacun en particulier, la foi & la tradition de leurs Eglises, & l'union, qui a toujours été si recommandable aux Evêques

T 5



442 *Mercuré Historique &*  
 vèques de France, avec la Chaire de saint  
 Pierre, & avec le Souverain Pontife qui  
 la remplit aujourd'hui si dignement ;  
 qu'on y avoit prévenu les Fidèles contre  
 les mauvaises interprétations des person-  
 nes mal-intentionnées, & qu'on y avoit  
 employé des moyens très-utiles pour em-  
 pêcher les nouvelles disputes, & pour  
 conserver la liberté des sentimens en-  
 seignez dans les différentes Ecoles Catho-  
 liques : partant l'Assemblée a accepté l'In-  
 struction Pastorale ; & chacun de Mes-  
 seigneurs les 40. Prélats a déclaré, qu'il  
 la feroit publier dans son Diocèse.

*Modele de Dispositif pour la publication  
 uniforme de la Bulle, Unigenitus Dei Fi-  
 lius, &c.*

A Ces Causes, lecture faite de la Con-  
 stitution de N. S. P. le Pape Cle-  
 ment XI. du 8. Septembre 1713., vu  
 aussi l'Acte d'acceptation qui en a été  
 faite par Nosseigneurs les Cardinaux,  
 Archevêques & Evêques assemblez à Pa-  
 ris le 23. de Janvier 1714., & après  
 avoir fait les Réflexions, que l'étenduë  
 & l'importance de l'affaire demandoit,  
 & après en avoir conféré avec, &c.

Tout considéré, le Saint Nom de Dieu  
 invoqué, Nous adherans à ce nosdits  
 Seigneurs les Cardinaux, Archevêques &  
 Evê-

*Politique. Avril 1714. 443*

Evêques ont déjà statué, & nous y con-  
 formans, déclarons que nous reconnois-  
 sons avec une extrême joye dans la Con-  
 stitution de N. S. P. le Pape, la Doc-  
 trine de l'Eglise.

Que nous acceptons avec soumission  
 & avec respect la Constitution de N. S.  
 P. le Pape, *Unigenitus Dei Filius*, en  
 date du 8. de Septembre de l'année 1713.

Que nous condamnons le Livre des  
 Réflexions Morales & les cent une Pro-  
 positions qui en ont été extraites, de la  
 manière & avec les mêmes qualifications  
 que le Pape les a condamnées.

Que nous défendons à tous les fidèles  
 de l'un & de l'autre Sexe de nôtre Dio-  
 cèse, d'enseigner, d'écrire, ou de par-  
 ler sur lesdites Propositions, autrement  
 qu'il n'est marqué dans ladite Constitu-  
 tion, comme aussi de lire, ou de gar-  
 der tant ledit Livre, que tous autres Li-  
 vres, Libelles, ou Memoires, tant Ma-  
 nuscris qu'imprimez, qui ont paru, ou  
 qui pourroient paroître dans la suite pour  
 la défense du Livre ou des Propositions  
 condamnées, & d'en conseiller ou auto-  
 riser la lecture. Leur ordonnons d'en  
 apporter ou envoyer incessamment les ex-  
 emplaires à nôtre Secretariat ; le tout sous  
 peine d'excommunication encouruë par  
 par le seul fait, comme il est porté par  
 ladite Constitution, nous reservant & à  
 nos Vicaires généraux le pouvoir d'en  
 absoudre. T 6 Que



Que nous procederons par les voyes de Droit contre ceux qui oseront parler, enseigner, prêcher, ou écrire contre ladite Constitution, & soutenir ou insinuer la Do&trine qui y est condamnée. Ordonnons que ladite Constitution, ensemble l'Acte d'acceptation de Nosseigneurs de l'Assemblée, avec notre présente Ordonnance, soient enregistrez dans le Greffe de notre Officialité, afin que l'on s'y conforme dans les jugemens Ecclesiastiques: que ladite Constitution, l'Acte d'acceptation, & notre présente Ordonnance soient lûs aux Prônes des Messes paroissiales, & affichez par tout ou besoin sera; & que l'on fasse la lecture de la Constitution en son entier dans toutes les Communautés séculières & régulières de notre Diocèse, foi disant exécutés ou non exécutés.

Mandons à tous Doyens, Chapitres, &c., d'observer ladite Constitution, & notre présent Mandement, & de veiller à leur execution.

*Lettre de l'Assemblée au Pape.*

TRES SAINT PERE,

**C**E qu'un de nos plus pieux & plus savans Evêques écrivoit autrefois à l'un de vos plus illustres Prédecesseurs, qu'il lui répondoit de la soumission entière de l'Eglise de France à accepter les décisions  
du

*du Siège Apostolique sur ce qui concerne la Foi*, nous l'écrivons aujourd'hui à votre Sainteté, en lui renouvelant avec joye les mêmes protestations de respect & d'obéissance. La conjoncture présente des tems nous oblige à nous acquitter de ce devoir; & nous y sommes particulièrement engagés par cette excellente & solennelle Constitution, dressée avec tant de soin & de travail, que votre Sainteté vient de publier. Aussi tôt qu'elle eut été présentée au Roi; Sa Majesté, suivant le mouvement de son zèle, toujours vif & ardent pour la défense de la Foi Catholique, donna ses ordres pour faire assembler tous les Evêques qui se trouvoient pour lors à Paris, & tous ceux qui pourroient s'y rendre dans la suite, afin que conférant ensemble, ils prissent avec plus d'attention les mesures nécessaires pour accepter cette Constitution, avec tout le respect qui lui est dû; l'Assemblée s'est tenue dans cette Ville, sans aucun délai, ainsi que le demandoit l'importance de cette affaire, & elle a été composée d'un nombre très-considérable de Prélats. Nous conformant aux exemples de nos Prédecesseurs, & remplis du même zèle, qu'ils ont témoigné pour le Siège Apostolique; nous avons reçu avec la même déférence & la même vénération, la dernière Bulle de votre Sainteté.

Nous ne serons pas moins fidèles à l'o-

T 7

bliga-



bligation que nous impose notre Ministere, de la faire recevoir dans le même esprit, & avec la même sincérité, par tous ceux que la Providence Divine a confiés à nos soins.

Pour parvenir plus sûrement à cette fin, nous avons arrêté dans notre Assemblée, un modèle uniforme d'Instruction Pastorale, que nous devons publier en commun; ce qui nous a paru le moyen le plus propre & le plus efficace, non-seulement pour détruire & pour déraciner les erreurs qui viennent d'être notées d'une si juste Censure; mais aussi pour ôter aux esprits remuans & avides de nouveauté, toute occasion de dispute & de chicane sur les Propositions qui contiennent ces erreurs.

Cette Instruction Pastorale sera donc comme une espèce de rempart & de digue opposée aux interprétations fausses & contraires au véritable sens de la Constitution, par lesquelles des hommes pervers s'efforcent en vain de frustrer l'Eglise des grands & heureux fruits qu'elle espère avec confiance, & qu'elle commence déjà à recueillir de ce Décret Apostolique.

Nous avons eu aussi le soin & l'attention d'exhorter par une Lettre circulaire, les autres Archevêques & Evêques de ce Royaume, de vouloir adopter cette Instruction, & de la faire publier par leur autorité, chacun dans leur Diocèse: car

il

il paroît juste & même nécessaire, que ceux qui sont inviolablement unis par les mêmes sentimens & par le même attachement à la foi de l'Eglise Romaine, s'expliquent de la même manière, & tiennent ouvertement le même langage.

On peut dire avec vérité, Très-Saint Pere, que votre Sainteté a terrassé sans ressource & avec éclat, la Doctrine des Novateurs de ce tems; & qu'elle n'a pas moins apporté de soin à découvrir leurs erreurs, qu'ils avoient employé d'adresse à les déguiser & à les répandre imperceptiblement. Abusans des Oracles de l'Ecriture & des Saints Peres, ils présentoient le poison dans un Livre, où le commun des Fidèles, qui le recevoit sans défiance, espéroit ne trouver que le pur aliment de la parole de Dieu.

Il ne nous reste plus, Très-Saint Pere, que de rendre au Seigneur & à notre Dieu d'éternelles actions de grâces, & à lui adresser des prières pleines de reconnaissance, d'avoir donné au Siège Apostolique, à ce Siège, d'où nous avons reçu par la miséricorde de Jesus-Christ, la Religion que nous professons, un Pontife d'une si sincère piété, d'une foi si fervente, & d'une si profonde Doctrine. Il ne reste plus enfin, qu'à lui demander que pour l'édification des Eglises & des Fidèles, il prolonge les jours de CLEMENT XI., & qu'il conserve long-tems à l'Eglise universelle,



verselle, le Don qu'il lui a fait d'un si digne Chef. Pour nous, Très-Saint Pere, quoi que nôtre mérite devant Dieu soit inférieur au vôtre, rempli cependant de la même Foi qui vous anime, nous sommes prêts, moyennant le secours du Seigneur, à sacrifier nos vies avec votre Beauté, pour la défense de la vérité. Tels sont les sentimens que nous faisons gloire d'avoir, à l'imitation de nos Prédécesseurs, sur la Foi Catholique, & sur le respect du Saint Siège.

*A Paris le 5. Mars 1714.*

Signé par le Cardinal de Rohan, par les Archevêques de Bourges, de Reims, de Bordeaux, de Rouen, d'Aix, de Toulouse & d'Auch; & par les Evêques de Constance, de Tulles, de Soissons, de Vannes, d'Avranches, de Meaux, de Clermont, de Cahors, de Viviers, de Laon, de Langres, de Blois, de Vence, de Troyes, d'Orleans, d'Auxerre, de Toul, de Nevers, d'Angers, d'Amiens, d'Aréthuse, de Noyon, de Chartres, de Sees, d'Evreux, d'Autun, de Xaintes, de Renne, du Mans, d'Alais, de Beauvais, de Saint Pons, de Lavaur, & de Riez.

*Lettre*

*Lettre Circulaire de l'Assemblée à tous les Archevêques & Evêques du Royaume, du 5. Février 1714.*

MONSIEUR,

VOUS avez sçu quel a été le sujet de nôtre Assemblée, commencée le 16. Octobre dernier par l'ordre du Roi, à l'occasion de la Bulle de nôtre Saint Pere le Pape, du 8. Septembre 1713., obtenue à la prière de Sa Majesté, qui a bien voulu nous la faire remettre, afin que nous délibérassions sur les moyens de l'accepter, avant l'expédition des Lettres Patentes pour la faire publier dans son Royaume.

Un des principaux articles de nos Délibérations, a été d'écrire à tous les Prélats absens, pour les informer de ce que nous avons fait, qui ne doit pas moins les intéresser que nous mêmes. Tout doit être commun entre les Evêques dans ce qui regarde l'Eglise, où ils sont établis par le Saint Esprit pour la gouverner, comme ne composans tous ensemble qu'un seul Episcopat. Il n'y aura peut-être jamais d'affaire où cette union, toujours si desirable, le soit plus que dans celle-ci.

Il s'agit de la condamnation portée par cette Bulle contre le Livre des Reflexions Morales sur le Nouveau Testament, & les cent une Propositions qui en ont été  
extrai-



les tems comme le moyen le plus assuré de reprimer l'erreur, & d'en empêcher le progrès par une condamnation uniforme ; soit que les Evêques l'aient prononcée par un premier jugement, comme nous en avons le droit par notre sacré Caractère, & qu'ils se soient ensuite adressés au Saint Siège pour le confirmer & le fortifier de son autorité ; soit que le Pape prononçant le premier, ait envoyé ses Décrets aux Evêques, pour se joindre au Saint Siège en les acceptant, & en les faisant exécuter dans leurs Eglises.

L'une & l'autre de ces deux manieres de se réunir, se trouvent également employées en différentes rencontres, selon la différence de la disposition des esprits, ou des circonstances des tems.

Nous marchons, en suivant cette dernière voye, sur les traces de nos Prédecesseurs, qui nous l'ont marquée dans ce qu'ils firent pour parvenir à la condamnation des 5. Propositions du Livre de Jansenius. On ne la doit pas juger moins convenable dans le cas présent, pour la condamnation d'un Livre encore plus dangereux, & où le Jansenisme paroît reprendre de nouvelles forces.

Il ne falloit pas un moindre remede pour un aussi grand mal, d'autant plus que les circonstances où l'on se trouvoit, ne permettoient pas de la pouvoir atten-

dre

dre d'ailleurs que de l'autorité du Saint Siège. Plusieurs de nos Confrères, ou ne l'ignore pas, étoient dans cette attente depuis quelques années ; & ils croyoient jusques là pouvoir s'abstenir de condamner ce mauvais Livre, contre lequel cependant ils prenoient soin de précautionner leur troupeau.

Il ne faut pas dissimuler aussi que les apparences de piété & de religion, ainsi que le motif spécieux de faciliter la méditation des veritez saintes, étoient bien capables de diminuer l'attention sur le venin qui y étoit caché. Après-tout, ce n'est pas le seul Ouvrage, qui par de semblables raisons, ou par d'autres, ait été souffert, non-seulement plusieurs années, mais pendant des Siècles entiers, avant que d'avoir été solennellement condamné.

Mais Dieu, qui ne cesse de veiller sur son Eglise, a ses tems marquez pour mettre à découvert le mensonge & enlever l'iniquité, après avoir permis pour un tems par des raisons, que lui seul connoît, qu'elle demeurât cachée ; & il a été donné à Pierre & à ses successeurs, de fortifier ses Freres dans ces occasions importantes.

C'est ce qu'a produit la Constitution de notre Saint Pere le Pape, par la condamnation des cent-une Propositions, & du Livre dont elles ont été extraites.

Ce



Ce grand nombre de Propositions prises de tant d'endroits différens de cet Ouvrage, depuis son commencement jusqu'à la fin, nous a donné lieu d'en mieux connaître le venin & toutes les erreurs.

Le tems considérable que nous y avons employé, & celui de six séances occupées toutes entières par le rapport qui nous en a été fait, ne doivent pas laisser douter que les matières n'y aient été approfondies, autant qu'elles le méritoient.

Nous ne pouvions avoir pour cela un meilleur guide que la Constitution même; avec elle nous nous sommes regardés dans notre Assemblée, comme si nous eussions eu l'honneur d'avoir le Souverain Pontife à notre tête, & prononcer un même jugement avec sa Sainteté.

Nous avons donc reconnu dans la Constitution, avec une extrême joye, la Doctrine de l'Eglise, & nous l'avons acceptée avec soumission & respect. Nous avons condamné le Livre des Reflexions Morales sur le Nouveau Testament, & les cent-une Propositions qui en ont été extraites, de la manière & avec les mêmes qualifications que sa Sainteté a employées dans sa Bulle. Il ne nous reste à présent qu'à en procurer une sincère exécution dans nos Diocèses.

Nous avons estimé devoir faire pour cela une Instruction Pastorale, qui pût faciliter aux fidèles, auxquels nous som-

mes

mes redevables du dépôt de la Foi qui nous est confié, l'intelligence de la Bulle, & les prémunir contre les mauvaises interprétations, par lesquelles des gens mal-intentionnez tâchent d'en obscurcir le vrai sens. Nous en avons déjà vû les effets par le grand nombre des Libelles, qu'on n'a cessé de repandre depuis le commencement de l'Assemblée.

Cette Instruction uniforme, dont nous devons tous nous servir, fera partie de notre Procès verbal; & elle y sera pour nous un monument éternel de notre amour pour l'unité, & pour la conservation de la vérité.

Nous l'annoncerons ainsi à nos Peuples, chacun dans notre Diocèse, en y publiant la Constitution, comme n'ayant tous qu'un même esprit, qu'un même cœur, & une même bouche, & nous espérons que Dieu en sera glorifié.

C'est dans ces sentimens que nous avons crû devoir vous envoyer un exemplaire de cette Instruction. Nous vous prions, *Monseigneur*, suivant l'usage, que nous trouvons observé par nos Prédécesseurs en de pareilles rencontres, de vouloir bien vous en servir dans le même esprit, avec lequel nous vous l'envoyons; car nous savons bien que nous n'avons point sur cela d'obligation à vous imposer. Nous ne pouvons que témoigner le désir ardent, que nous aurions de nous trouver



456 *Mercuré Historique &*  
trouver unis à vous. Nous sommes ,  
&c.

Signé, *ARMAND GASTON*,  
*Cardinal de Rohan, Evêque*  
*de Strasbourg, Président.*

Par *Nos Seigneurs de*  
*l'Assemblée.*

*L'ABBE' DE BROGLIE, Agent général*  
*du Clergé, Secrétaire de l'Assemblée.*

*Lettre de Messieurs les Azens généraux du*  
*Clergé de France, à Messieurs les*  
*Prelats du Royaume, en leur adressant*  
*le présent Recueil.*

Nous avons l'honneur de vous envoyer le Recueil des Actes que Nosseigneurs les Cardinaux, Archevêques & Evêques, nous ont ordonné de vous adresser. Nous travaillons actuellement à faire imprimer le Procès Verbal de l'Assemblée, & nous employons toute la diligences dont nous sommes capables, pour le faire paroître au plutôt; mais comme il ne peut vous être envoyé aussi promptement que nous le souhaiterions, nous marquerons ici en abrégé ce qui regarde la tenuë de cette Assemblée.

Le Roi, toujours attentif à ce qui interesse l'honneur & le bien de la Religion, ayant reçu une Constitution en forme de Bulle de nôtre Saint Pere le Pape Clement XI. du 8. Septembre 1713.,  
contre

*Politique. Avril 1714.* 457  
contre le Livre inutile, *Reflexions Morales &c.*, résolut avant de la faire publier, de l'adresser aux Evêques, que les affaires de leurs Diocèses avoient attirez auprès de sa personne, ou dans la Ville de Paris, conformément à ce qui s'étoit pratiqué le plus souvent pour l'acceptation des Bulles des Souverains Pontifes. Nous exécutâmes avec exactitude les ordres de Sa Majesté. Le nombre considerable des Prelats, qui s'accrut encore dans la suite, forma une Assemblée très respectable. L'ouverture s'en fit le 16. du mois d'Octobre de l'année 1713., chez Monseigneur le Cardinal de Noailles. Après que les cérémonies accoutumées eurent été observées, Monseigneur le Cardinal de Noailles nomma 6. Commissaires, pour travailler aux moyens qu'ils estimeroyent les plus convenables pour l'acceptation de la Bulle. Monseigneur le Cardinal de Rohan fut le Chef de cette Commission, composée de Messieurs les Archevêques de Bordeaux & d'Auch, & de Messieurs les Evêques de Soissons, de Meaux & de Blois. Messieurs les Commissaires se sont assemblez pendant 3. mois, presque tous les jours, chez Monseigneur le Cardinal de Rohan, & quelque fois chez Monseigneur le Cardinal de Noailles, qui assista très souvent aux séances de la Commission: Nous ne saurions vous exprimer

*Tome LVI.*

*V.*

*assez*



458 *Mercuré Historique &*  
 allez dignement quelle a été l'étendue  
 & l'exactitude de leur travail. Les Dis-  
 cours qu'on oïoit tenir contre la Consti-  
 tution, les Libelles répandus de tous cô-  
 tés, la protection que le Livre des Ré-  
 flexions trouvoit sur tout dans quelques  
 esprits prévenus; tout ces motifs engage-  
 rent Messieurs les Commissaires à se  
 mettre en état de combattre ceux qui  
 connoissant le Livre des Réflexions en  
 soutenoient les erreurs avec opiniâreté,  
 & de pouvoir exposer aux yeux de ceux  
 qui l'approuvoient, sans le connoître, le  
 venin dont ce Livre étoit rempli.

Messieurs les Commissaires com-  
 mencèrent le rapport le 15. Janvier 1714.  
 il dura six séances entières; Monseigneur  
 le Cardinal de Rohan, qui avoit porté  
 la parole au nom de Messieurs les  
 Commissaires, prouva invinciblement  
 qu'il n'y avoit aucune des Propositions  
 condamnées, qui ne méritât quelqu'u-  
 nes des qualifications portées par la Bul-  
 le, & qu'il n'y avoit aucune des quali-  
 fications qui ne pût tomber justement  
 sur plusieurs ou sur quelques-unes des  
 Propositions censurées.

L'Assemblée délibéra ensuite pendant  
 3. Séances sur l'acceptation de la Con-  
 stitution: Nosseigneurs les Prélats opi-  
 nèrent avec une érudition, qui prouva  
 aisément que chacun avoit travaillé avec  
 la même attention, que s'il eut été seul

char-

*Politique. Avril 1714.* 459  
 chargé de cette importante affaire.

Le Mardi 13. Janvier 1714., Monsei-  
 gneur le Cardinal de Noailles pria Mon-  
 seigneur le Cardinal de Rohan & Mes-  
 seigneurs les Commissaires, de faire l'In-  
 struction Pastorale, qui devoit prévenir  
 les nouvelles disputes, & prémunir con-  
 tre les mauvaises interprétations des per-  
 sonnes mal-intentionnées. Monseigneur  
 le Cardinal de Rohan, qui avoit prévu  
 qu'il pourroit être chargé de cet Ou-  
 vrage, en avoit préparé la matière: Il  
 y avoit employé toute la capacité & tous  
 les talens, qui le rendent si recommanda-  
 ble: Il le soumit à l'examen de Messie-  
 gneurs les Commissaires, & de tous Nos-  
 seigneurs les Prélats; Il en remit un ex-  
 emplaire à Monseigneur le Cardinal de  
 Noailles, qui y fit ses remarques, &  
 qui furent exactement suivies. Enfin,  
 après avoir consulté des Docteurs de dif-  
 férentes Ecoles, & après plusieurs sages  
 Réflexions, l'Instruction Pastorale fut  
 lûe & approuvée, & Nosseigneurs les Pré-  
 lats déclarèrent qu'ils l'adoptoient, &  
 qu'ils s'en serviroient dans leurs Diocè-  
 ses, en y faisant publier & recevoir la  
 Constitution. Il vous est aisé, Monsei-  
 gneur, de voir, que jamais aucune des  
 Assemblées précédentes, n'a reçu de  
 Constitution avec plus de respect pour  
 le Saint Siège, plus de dignité pour l'E-  
 piscopat, plus d'attention & plus de tra-  
 vail

V 2

vail



vail pour l'importance de la matiere: Vous en ferez plus convaincu, quand vous aurez reçu le Procès verbal, qui en contient tous les Actes. Nous vous supplions, Monseigneur, de vouloir bien nous donner avis de l'acceptation, que vous aurez faite de la Constitution de nôtre Saint Pere le Pape: Votre réponse, que nous devons mettre aux Archives du Clergé, y servira de temoignage autentique de vôtre parfaite union avec le Saint Siège & avec l'Assemblée, qui la desire ardemment.

Nous souhaitons avec le même empressement, qu'en cette importante occasion, vous ayez nos services pour agreables. Le nombre des pieces du Recueil, que nous vous adressons, vous fera assez connoître qu'il nous étoit difficile de satisfaire plus promptement vos desirs & ceux du Public. Nous sommes avec respect, &c.

*A Paris le 10.*

*de Mars 1714.*

L'ABBE' DU CAMBOUT.

L'ABBE' DE BROGLIE.

II. Ce fut le 12. du mois passé que Mr. de Contade, Maréchal de Camp, apporta à Versailles le Traité de Paix signé à Rastad, & le Roi, après lui avoir donné une pension considerable, le renvoya quelques jours après en por-

ter

ter la Ratification. Le Maréchal de Villars qui arriva le 14. fut rendre compte au Roi de la Négociation le lendemain & en fut fort bien reçu; S. M. lui ayant accordé l'honneur des grandes Entrées, & ce qui est plus solide la Survivance du Gouvernement de Provence pour son Fils. L'Exprès qui étoit allé porter le Traité de Rastad à Madrid en ayant rapporté l'Ordre de la Toison pour le même Maréchal, le Duc de Berri lui a fait l'honneur de le lui donner, de la part de S. M. Catholique. Mr. de Maisons de Poissi, Beaufreere du Maréchal est nommé par S. M. Ambassadeur extraordinaire à la Cour de Vienne. Mr. de Conest est fait Plénipotentiaire à la place de Mr. de la Houffaye, parce que ce dernier comme Conseiller d'Etat ne peut pas céder le rang au Comte du Luc.

III. Le Roi fut incommodé d'une Fluxion vers le milieu du mois passé, mais qui n'a eu aucune mauvaise suite. S. M. donna Audience le 19. aux Deputés des Etats d'Artois, auxquels elle fit cette gracieuse réponse.

MESSIEURS,

*J'Examinerai votre Cabier, & l'état de mes affaires. J'ai eu de la peine des maux que vous avez soufferts, mais je n'ai pas été le maître de les empêcher. Je me souviens de vous avoir promis d'y avoir*

V 3

*égard*



égard aussi-tôt que l'état de mes affaires me le permettroit, & je suis fort sâché qu'elles ne m'ayent point encore permis de vous soulager comme je l'aurois souhaité. A présent que la Paix est faite, je verrai ce que je pourrai faire pour vous, & vous donnerai des marques de mon estime & de mon affection. Je vous prie, Messieurs, d'en assurer mes Peuples d'Artois.

Le Maréchal de Berwick a été nommé par ce Prince, pour aller faire des complimens de Condolence au Roi d'Espagne, & n'attend que l'arrivée d'un Courier de Madrid pour partir.

IV. On mande de Toulon que Mr. du Casse, en ayant fait voile voile avec son Escadre, avoit été obligé de relâcher aux Îles d'Hieres d'où il remit à la voile le 15. du mois passé & parut le 19. à la hauteur de Roses, faisant la route vers Barcelone.

Dame Madelaine d'Angennes, veuve de Henri de Senneterre, Duc de la Ferté, Pair & Maréchal de France, mourut le 16. du mois passé, âgée de 85. ans.

NOU.

## NOUVELLES DE LA GRAND' BRETA- GNE.

I. ON a pu remarquer des le Journal précédent, qu'après la Harangue que la Reine fit au Parlement le 13. du mois passé. Les Seigneurs & les Communes resolurent de remercier S. M. ce fut Mr. Gore qui en fit la proposition dans la Chambre des Communes; & comme il lût les Chefs de cette Adresse qu'il avoit minitez, le Chevalier King, Greffier de la Ville de Londres, dit en parlant du Traité de Commerce avec l'Espagne dont il est fait mention dans la Harangue, „ que cette Assemblée ne devoit pas agir, par un esprit de divination, ni remercier S. M. du Traité de Commerce avec l'Espagne, avant que d'en savoir le contenu; & cela fut cause qu'on mit un adoucissement touchant cet Article. Les Seigneurs présenterent leur Adresse le 15. & les Communes la leur le 16. du mois passé, en voici la Traduction.

V 4

Adres.



Adresse des Seigneurs.

MADAME,

**N**ous, les très-humbles & très-fidèles Sujets de V. M., les Seigneurs Ecclésiastiques & Temporels assemblez en Parlement, aprochans de votre Personne Sacrée avec les sentimens du plus profond respect, pour vous rendre nos très-humbles remerciemens de votre Harangue. C'est avec satisfaction que nous prenons cette occasion d'assurer V. M., que la joye dont nous avons été comblez, par le rétablissement de votre santé est inexprimable; & que nous ne manquerons jamais de faire les Vœux les plus ardens, que le Règne de V. M. surpasse en nombre d'années, & en toute sorte de félicité, le plus long & le plus heureux Règne de vos Prédécesseurs: Puis que c'est ce qui peut le plus contribuer au bonheur & à la satisfaction des plus fidèles Sujets de la meilleure des Reines.

Nous assurons V. M., que cette Chambre concourra avec joye aux moyens les plus efficaces pour achever d'établir la tranquillité de l'Europe: Et nous ferons tous nos efforts, pour reprimer & dissiper tous les desseins qu'on pourroit former pour affaiblir l'Autorité, ou pour troubler le Règne de V. M.

Nous reconnoissons avec toute sorte de respect & de gratitude, le grand soin que  
V.

V. M. a pris pendant tout le cours de son Règne, d'assurer notre Religion & nos Libertez, & de les transmettre à la Postérité.

Nous regardons avec la dernière horreur, la conduite de ceux qui en répandant des Ecrits & des bruits séditieux & factieux, ont pu faire tomber le Credit public, & par là enveloper l'innocent dans les suites fatales de leur iniquité; & sur tout de ceux dont la malice est allée à un si haut degré, que d'insinuer que la Succession Protestante dans la Maison de Hanover est en danger sous votre Gouvernement.

Réponse de la Reine.

MY LORDS,

**J**E vous remercie de tout mon cœur de votre Adresse pleine d'affection. Vous, qui êtes les plus proches du Trône, êtes les premiers de mes Sujets qui éprouverez les suites fatales de la moindre diminution de l'Autorité Royale. Ce m'est une grande satisfaction d'être assurée de votre apai. Comptez que je ne consentirai jamais qu'on donne la moindre atteinte à la juste autorité de la Couronne, ou à vos Droits & à vos Privilèges.

V 5

Adresse



Adresse des Communes.

MADAME,

**N**ous les très humbles & très fidèles Sujets de V. M., les Communes de la Grande-Bretagne assemblées en Parlement, remercions très-humblement V. M. de votre Harangue.

Nous prenons la liberté d'affurer V. M., que comme rien ne pouvoit être plus affligeant à votre Peuple, que l'indisposition de la meilleure des Reines; aussi, rien ne pouvoit leur causer tant de joie & de satisfaction, que l'heureux rétablissement de votre santé.

Nous félicitons V. M. de la conclusion des Traitez de Paix & de Commerce avec l'Espagne, par lesquels, (ainsi que V. M. a eu la bonté de le déclarer,) vous avez obtenu de nouveaux avantages pour vos Sujets. Mais vos soins n'ont pas été bornés à votre Peuple; ils se sont encore étendus à vos Alliez; & on doit à jamais admirer la bonté de V. M., de ce que nonobstant les obstacles que vous avez rencontrés, vous voulez bien encore faire vos efforts pour rendre la Paix universelle, & par là tranquiliser toute l'Europe: Et vos fidèles Communes ne manqueront jamais de concourir avec affection, à assister V. M. dans toutes les mesures que vous jugerez nécessaires, pour mettre la dernière

main

*Politique. Avril 1714.* 467  
main à un Ouvrage si grand & si glorieux.

Vos Communes accorderont volontiers les Subsidés nécessaires pour le service de l'année courante, & pour le payement des Dettes qui sont justes & bien fondées. Elles ne peuvent trouver des termes assez forts, pour exprimer combien elles sont sensibles au bonheur d'être délivrées des calamitez d'une Guerre onéreuse: C'est pourquoi, pour marquer leur fidélité envers V. M., & pour rendre justice à ceux qu'elles représentent, elles feront tout ce qui dépendra d'elles, pour empêcher que les bons effets de la Paix ne soient frustrés par des divisions intestines, pour faire échouer les desseins des gens mal intentionnez & déraisonnables, & pour marquer dans toutes sortes d'occasions la juste horreur qu'elles ont de la licence qu'on se donne de publier des Ecrits scandaleux & de répandre des bruits séditieux.

Et comme vos Communes soutiendront & maintiendront toujours la Succession Protestante dans la Maison de Hanover, elles ne peuvent s'empêcher d'être étonnées qu'on ait la malice d'insinuer que cette Succession est en danger sous l'heureux Gouvernement de V. M.: Car quand nous faisons réflexion qu'elle est assurée par les Engagemens les plus solennels, Civils & Sacrez, par des Actes de Parlement, par des Sermens & des Traitez; nous ne pou-

V 6

vous



vous nous empêcher de déclarer, que vous sommes entièrement satisfaits de ces Sûretés, & que nous regardons de telles insinuations comme mal fondées, & injurieuses à V. M. & à votre Gouvernement.

Et V. M. peut être assurée que vos fidèles Communes, sous quelque prétexte que ce soit, ne favoriseront aucuns Desseins qui puissent donner atteinte à l'Autorité de V. M., ou troubler votre Règne; lesquels ne peuvent être formés que par la fureur d'une Faction frustrée de ses espérances, & par l'esprit de Rebellion.

#### Réponse de la Reine.

MESSIEURS,

Cette Adresse est si soumise, & exprime si bien les sentimens de mes fidèles Sujets, que je la regarde comme une preuve du bon choix qu'ils ont fait de leurs Représentans: Je vous en remercie de tout mon cœur.

La confiance que vous avez en mon affection, l'horreur que vous témoignez des insinuations malicieuses touchant le danger de la Succession Protestante sous mon Gouvernement, & la satisfaction que vous marquez avoir pour la sûreté où elle est présentement, sont les effets des égards que j'ai toujours eu pour le bien de mes Peuples: Ce qui, avec la bénédiction de Dieu, annuira efficacement les esprits de mes Sujets,

Sujets, & dissipera les desseins de ceux qui voudroient troubler le repos dont nous jouissons.

La Convocation du Clergé de la Province de Cantorberi, qui s'assemble ordinairement en même tems que le Parlement, fit aussi présenter à S. M. le 17. du même mois, l'Adresse suivante.

MADAME,

Nous les très-humbles & très-fidèles Sujets de V. M., l'Archevêque, les Evêques, & le Clergé de la Province de Cantorbery, assemblez en Convocation selon le Mandement de V. M., justement sensibles au bonheur dont nous jouissons sous le Gouvernement de V. M., croyons qu'il est de notre devoir d'embrasser la première occasion qui se présente, pour féliciter V. M. sur le rétablissement de votre santé, & sur votre heureux retour dans votre bonne Ville de Londres.

Comme les Membres de l'Eglise Anglicane établie par les Loix, ne pouvoient qu'être sensiblement affligés du moindre danger qui paroïssoit approcher de V. M., leur généreux Protecteur & leur Chef; aussi, la Providence, qui a rétabli la santé de V. M., les a-t-elle comblés d'une joye inexprimable.

Puisse la bonté Divine conserver V. M. Sacrée en santé & en prospérité, afin qu'a-



470 *Mercuré Historique &*  
*qu'après un long & heureux Règne, vous*  
*puissiez transmettre la Protection de cet*  
*te Eglise & de cet Etat à un Successeur*  
*Protestant de l'Illustre Maison de Hano-*  
*ver, comme V. M. l'a si souvent déclaré*  
*avoir à cœur, au grand contentement &*  
*à la grande satisfaction de vos bons & si-*  
*dèles Sujets.*

Réponse de la Reine.

**J**E vous remercie de l'intérêt que vous  
 marquez prendre à ma santé. Comme  
 vous êtes d'une manière particulière les  
 Ministres du Dieu de Paix, je compte que  
 vous ferez tous vos efforts pour procurer la  
 Paix & le véritable Intérêt de notre sainte  
 Religion.

Cette Adresse ayant été dressée dans la  
 Chambre Haute ou des Evêques de la  
 Convocation, le Docteur Atterbury,  
 Evêque de Rochester proposa qu'au lieu  
 des termes déclarés avoir à cœur, on mit  
 ceux-ci à paru avoir à cœur : Mais l'E-  
 vêque de Salisbury représenta, „ qu'il  
 „ seroit injurieux à la Reine d'insinuer  
 „ qu'Elle ne parlat pas clairement, &  
 „ selon ses sentimens, & la proposition  
 de l'Evêque de Rochester fut rejetée.

II. Le même jour 17. les Communes  
 résolurent d'accorder un subside à S. M.  
 & prirent les résolutions suivantes sur  
 l'Acte

*Politique. Avril 1714. 471*

l'Acte de la qualification des Membres.

I. Que nonobstant les Sermens prêtres  
 par les Candidats, pendant ou après leur  
 Election, leurs Qualifications seront exa-  
 minées.

II. Que la Personne dont la Qualifica-  
 tion est actuellement contestée dans une Re-  
 quête touchant son Election, remettra dans  
 la quinzaine après la lecture de cette Re-  
 quête, entre les mains du Greffier de la  
 Chambre, un Ecrit signé de sa main, con-  
 tenant l'état de ses Revenus en Fonds de  
 Terre, faisant preuve de sa Qualification,  
 dont tous ceux à qui il apartiendra pour-  
 ront avoir copie.

III. Que si cette Personne n'apas été en  
 possession de ses Terres & de ses Revenus,  
 qui forment sa Qualification, 3. ans avant  
 son Election, il marquera dans ledit Ecrit  
 le nom de la Personne, & le Transport ou  
 Acte juridique qui forme son Titre; com-  
 me aussi les Espèces dont il en auroit fait  
 l'achat, la date du jour, les lieux, &  
 la résidence des Témoins d'un tel Trans-  
 port.

IV. Que si un Membre séant dans la  
 Chambre trouve à propos de rechercher la  
 Qualification de celui qui présente une Re-  
 quête contre lui, il en donnera avis par  
 écrit, 15. jours après la lecture de la Re-  
 quête; & 15. jours après un tel avis,  
 l'Opposant remettra audit Greffier un sem-  
 blable Etat par écrit, de la Qualification  
 qui



Une des affaires que les deux Partis qui partagent le Parlement paroissent avoir eu le plus à cœur au commencement de cette séance, c'a été de se venger reciproquement s'il pouvoient, de deux Ecrivains qui écrivent depuis assez long-tems l'un contre l'autre, chacun pour son parti. Le Capitaine Steel de celui des Whigs, & Membre du nouveau Parlement, a été depuis quelques tems, l'Auteur de plusieurs Ecrits publics qui paroissent chaque semaine, dont le dernier se nommoit l'*Anglois*, & tout récemment d'une Brochure intitulée *La Crise*.

Cet Auteur qui dédie ce dernier Ouvrage au Clergé de l'Eglise Anglicane, prend cette occasion pour leur représenter, „ qu'il est de leur devoir d'employer les talens & les occasions que „ le Ciel leur a mis en main pour inculquer aux Peuples, dont ils ont la „ direction, les Loix qui regardent l'établissement de la Couronne dans la „ Ligne Protestante; & de réparer le mal que quelques Ecclésiastiques peu „ circonspects on fait, en remplissant „ l'esprit des Peuples du prétendu danger dont leur Ordre a été menacé, „ &c. Dans la Préface, il remonte à l'Origine du Gouvernement, & pose en fait que le Bien commun de la Société

en

en est le véritable fondement & la seule fin. Il avoue, „ qu'il y a apparence „ que les Hommes ont d'abord eu recours au Pouvoir absolu & sans bornes dans une seule Personne; mais „ qu'à cause des abus, les restrictions „ du Pouvoir absolu, & la communication de la Souveraineté entre plusieurs Personnes, ont perfectionné „ ce qui n'avoit été d'abord qu'ébauché. Dans le Corps du Traité, l'Auteur entre en matière par l'Eloge de la Liberté, qu'il regarde comme le Bien le plus essentiel à la vie, & le plus grand avantage dont un Etre raisonnable puisse jouir. Il parle ensuite des efforts que la Nation Britannique a faits de Siècle en Siècle, pour s'assurer la possession de ce grand Bien; & passant de là à la dernière Révolution, il en fait voir les causes & les motifs, de tout ce qui s'est fait jusqu'à présent pour assurer la Succession dans la Ligne Protestante, &c. Il justifie ensuite la Nation par rapport à l'exclusion du Prétendant; il retrace les Triomphes & la sage conduite du Duc de Marlborough, & tout ce qui s'est fait depuis; il étale les dangers dont la Nation est menacée, si la France se rend maîtresse de tout le Commerce, &c.

Le second Auteur en question est le Docteur Swift, assez connu pour un Touris outré par *La Conduite des Alliez*, dont

dont



dont il est l'Auteur ; par un Ecrit publié par semaine nommé l'*Examineur*, & c'est à lui qu'on attribue tout fraîchement *La Réponse à la Crise*, qui a si fort scandalisé non-seulement les Whigs, mais presque toute la Nation.

Le véritable Titre de ce Libelle est *L'Esprit général des Whigs, mis au jour par la générosité avec laquelle ils ont encouragé l'Auteur de la Crise, avec quelques observations sur la Candeur, l'Erudition & le stile de ce Traité, & sur la circonstance du tems que l'on a choisi pour le publier*. Comme il attaque particulièrement les Seigneurs Ecoslois & ceux qui ont procuré l'Union des 2. Royaumes, le Comte de Warthon appuyé du Duc d'Argile & de plusieurs autres Seigneurs en portèrent leurs plaintes à la Chambre des Seigneurs le 16. du mois passé. Un nommé Barber, qui imprime la Gazette ordinaire, accusé d'avoir imprimé ce Libelle, & un nommé Morphew de l'avoir débité, ayant été arrêtés & examinés devant les Seigneurs, le Comte de la Marr, Secrétaire d'Etat, pour ôter la connoissance de cette affaire à la Chambre, déclara qu'il avoit intenté procès contreux : & sur ce qu'on demanda sur quelles preuves, il répondit qu'un Secrétaire d'Etat n'étoit pas obligé de déclarer ses ordres. Les Seigneurs ayant fait élargir là-dessus les

200b

dits Morphew & Barber, présentèrent une Adresse à la Reine pour la prier de faire publier une Proclamation, avec récompense à ceux qui découvriraient l'Auteur du Libelle ; sur quoi S. M. en fit publier une le 23. du mois passé, qui promet 300. l. st. à celui qui fera cette découverte ; & cette affaire en est demeurée-là.

Le Capitaine Steel, Auteur de l'*Anglois & de la Crise*, n'en a pas été quitte à si bon marché. Il fut attaqué le même jour 23. dans la Chambre des Communes dont il est Membre sur deux de ses Ecrits volants, & sur *la Crise* ; & ajourné pour se trouver à sa place le lendemain. Il s'y trouva, & demanda du tems pour répondre, & l'affaire fut remise au 29. suivant. Ayant parlé plus de 3. heures durant pour sa justification, & étant appuyé par les discours & les suffrages de Mr. Walpole, du Général Stanhope, des Lords Finch, Lumley, Heukingbrooke & de quantité d'autres Membres, il se retira de lui même de la Chambre vers les 7. heures du soir. Le debat continua fort vivement jusqu'à 11. heures, que Mr. Foley, parent du grand Trésorier, le Chevalier Whindham, le Procureur Général & quelques autres Membres firent un tel vacarme pour qu'on en vint aux opinions, sachant bien qu'ils feroient les plus forts, qu'il fut

200b



fut enfin résolu à la pluralité de 245. voix contre 252., que Mr. Richard Steel seroit mis hors de la Chambre, pour avoir fait des Libelles scandaleux & seditieux.

III. Il ne nous reste pas assez de place pour rapporter ici en détail toutes les choses qui furent dites de part & d'autre en cette occasion; on en parlera peut-être encore dans la suite. On ne peut pas pour la même raison donner à l'ordinaire un Journal suivi de ce qui s'est passé dans les deux Chambres. Voici quelques sujets de discours ou de Propositions des plus remarquables qui s'y sont faits.

Le Chevalier King, Greffier de la Ville, en parlant vers le milieu de mois passé dans la Chambre des Communes, de la déclaration du Roi de France contre les Protestants François Réfugiez & leurs Enfants nez en Angleterre, aux quels il est défendu d'aller en France, fit voir par plusieurs raisons, qu'on devoit, pour soutenir de la Prerogative de la Couronne, user de reprefailles contre les Anglois, Ecossois, & Irlandois Papistes; sur quoi les Communes remirent cette affaire aux Seigneurs, comme étant les plus proches du Trône, & les plus intéressés à maintenir ses droits.

Le Chevalier Hamner, Orateur de la Chambre, ayant produit le 23. une lettre d'un Catholique Irlandois, nommé

Queen,

Queen, par laquelle il lui offroit 300 l. st., s'il vouloit faire passer un Acte en faveur de ceux de sa Religion, on ordonna qu'il seroit mis en Arrêt; mais ayant déclaré qu'il avoit fait cela pas pure ignorance & reconnu sa faute, il fut élargi après avoir reçu une legere reprimende à genoux, à la Barre de la Chambre.

Plusieurs Seigneurs en discourant sur les affaires presentes de l'Europe pas rapport à l'Angleterre, le 27. & le 30., proposerent d'examiner, pourquoi on avoit abandonné les pauvres Catalans après les avoir obligés à se déclarer pour l'Empereur. On représenta aussi vivement le danger que couroit la Personne de la Reine & la Succession Protestante, par le grand nombre de personnes proscries, à qui on permet de revenir dans le Royaume, & par la suppression des poursuites Juridiques commencées contre ceux qui ont écrit en faveur du Prétendant.

Les Seigneurs avoient aussi résolu le 27. de présenter 4. Adresses à la Reine: La première, pour leur faire remettre les Papiers autentiques touchant la Paix & le Commerce avec l'Espagne: La seconde, pour leur remettre aussi les Papiers autentiques touchant la Paix avec la France & l'Espagne, autant que cela regarde les Alliez; quels progrès on a fait, & quels obstacles S. M. a rencontrés en voulant la rendre générale: La troisième, pour les informer de quelle methode on s'est servi pour faire forcer le Prétendant des Etats du Duc de Lorraine ou autres Alliez, de S. M., & quelle réponse eux ou leurs Ministres ont faite: La quatrième, pour leur remettre les Papiers autentiques touchant ce qui a été conclu en faveur des Catalans, pour les faire jouir de leurs anciens Priviliges & Libertez.

Le grand Trésorier proposa le même jour, de porter aussi un Bil, pour mieux assurer la Succession Protestante & les Libertez du Royaume, & empêcher le transport de Troupes étrangères dans la Grande-Bretagne, ce qui fut fort aplaudi, & le

Bil



Bil ordonné; mais l'exécution de tout ceci fut renvoyé après Pâques.

IV. La Reine fut derechef attaquée le 30. du passé de la goûte aux pieds & aux mains, ce qui à obligé S. M. à faire ses dévotions pendant les Fêtes dans la Chambre.

La Comtesse de Bridgewater, seconde Fille du Duc de Marlborough, décéda le 2. de ce mois de la petite Verole.

Le Chevalier George Newland un des 4. Députés de Londres, se précipita le 6. au matin d'un second étage, & mourut de cette chute.

Le Chevalier Wishart, mit à la voile de Spithead le 8. avec 12. Vaisseaux de Guerre & 2. Galiores à Bombes, prenant la route du Oüest; on croit qu'il va dans la Méditerranée.

## NOUVELLES D'ESPAGNE, DE PORTUGAL, ET DES PAIS-BAS.

I. LE Roi d'Espagne, selon les Lettres de Madrid, commençoit à se remettre du chagrin que lui avoit causé la mort de la Reine; & ce Prince n'avoit point changé d'air, comme on le lui avoit conseillé; quoi que quelques avis continuent de dire, que S. M. n'est point sans un peu de langueur.

La Ratification du Traité de Commerce entre l'Espagne & la Grande Bretagne, & la Nouvelle de la conclusion de celui de Rastad, arrivèrent à Madrid le 24. du mois passé, presque en même tems. Le Marquis de Brancas, est sur son départ pour retourner en France, d'où on attend le Maréchal de Berwick, qui doit arriver dans peu avec la qualité d'Ambassadeur Extraordinaire de France.

Le

Les Espagnols & les Catalans continuent de se poursuivre de part & d'autre avec beaucoup d'acharnement & sans quartier; & ces premiers sont occupez à soumettre pied à pied les Lieux qui ont eu part au dernier soulèvement.

Le Duc de Popoli, a fait bombarder Barcelone à plusieurs reprises, depuis le 8. du mois passé, mais le Siège n'étoit pas encore commencé à la fin du même mois. La plupart des choses nécessaires à ce Siège étoient à la vérité, débarquées; mais en n'avoit point encore eu avis de la jonction de l'Escadre de M. du Casse à la Flote Espagnole, & le soulèvement des Habitans du plat Pais, rendoit, dit-on, les Vivres presque aussi rares au Camp des Espagnols, que dans Barcelone. Cependant il s'est répandu un bruit à l'arrivée des dernières Lettres, que les Barcelonais ont consenti de se remettre à la discrétion de L. M. Très-Chrétienne & Catholique, ce que le tems nous apprendra.

II. Il n'y a aucune Nouvelle remarquable cet Ordinaire de Portugal, où on continue d'être dans une grande impatience de voir la Conclusion du Traité de Paix entre cette Couronne & celle d'Espagne.

III. Les avis de Flandres nous apprennent, que les cinq Escadrons de Cavalerie Angloise qui étoient à Gand, & les deux Régimens de Dragons qui étoient à Bruges, se sont embarquez à Ostende, d'où ils ont passé en Angleterre; & on mande de Dunkerque, qu'on y avoit commencé la démolition du Port.

Suivant les Lettres de Bruxelles, les Conseillers du Haut Conseil de Malines & ceux de Brabant, ayant examiné le Libelle du nommé Meulemaker, dont on fit mention le Journal dernier, & l'ayant déclaré calomnieux & séditeux, le firent brûler publiquement par la main du Bourreau le 27. du mois passé.

On avoit avis de Vienne, que l'Empereur a nommé



nommé le Comte de Bossu, Prévôt de la Cathédrale de Gand, & Frere du Prince de Chimai, Archevêque de Malines, M. van Susteren, Evêque de Bruges; & que le Prince de Nassau-Siegen devoit être nommé Evêque d'Ypres.

On prépare le Palais de la Cour de Bruxelles pour le Prince Eugene, qu'on assure qui s'y doit rendre dans peu. Les deux Régimens de Cavalerie & les huit d'Infanterie, levez par la Province de Brabant, passeront, dit on, au service de l'Empereur.

IV. On mandoit d'Utrecht vers le milieu du mois passé, que les Plénipotentiaires d'Espagne & de Portugal, après plusieurs Conférences avoient envoyé chacun un Projet particulier de Paix à leurs Cours, dont ils attendoient la Réponse.

M. Harlei, Envoyé de S. M. Britannique à la Cour de Hanover, partit le 28. du mois passé de la Haye, pour s'y rendre.

Le Prince Kourskin, Ambassadeur Extr. du Czar, & le Baron d'Alseft, Ministre de Danemarck, après avoir pris congé des Etats Généraux par un Mémoire, sont aussi partis de cette Ville pour se rendre au Congrès de Brunswick. Le Comte de Bergomi, Envoyé du Duc de Modene, prit aussi son Audience de Congé le 19. avec les Cérémonies ordinaires.

L. H. P. firent le 6. de ce mois une Députation de leur Corps, pour aller conférer avec le Marquis de Château-Neuf, Ambassadeur de France; & une autre le 12. pour conférer aussi avec le Comte de Strafford, Ministre & Plénipotentiaire de S. M. Britannique.

Le Roi d'Espagne a notifié à L. H. P., la mort de la Reine son Epouse, par une Lettre.

Les Etats de Hollande & de West-Frise, qui finirent leurs Séances le 24. du mois passé, se rassemblèrent le 15. du courant.